

Royaume du Maroc



Direction du Trésor et des Finances Extérieures

NOTE DE CONJONCTURE



Août 2024

Données du mois de juillet 2024

CROISSANCE ÉCONOMIQUE
ÉCHANGES EXTÉRIEURS
FINANCES PUBLIQUES
DETTE DU TRÉSOR
MARCHÉ MONÉTAIRE
PRIX
ACTIVITÉ ET EMPLOI

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS

CONJONCTURE INTERNATIONALE

- **USA** : Poursuite de la résilience de la croissance économique avec un taux qui a atteint +3,1% au T2-24, en glissement annuel (GA), après +2,9% au T1-24. En revanche, l'indice ISM manufacturier s'est maintenu en zone de contraction à 46,8 points en juillet ;
- **ZONE EURO** : Légère amélioration du taux de croissance économique pour ressortir à +0,6%, en GA, au T2-24 contre +0,5% au T1-24. En revanche, l'indice PMI composite a poursuivi son ralentissement pour s'établir à 50,2 points en juillet contre 50,9 points en juin, son plus bas niveau depuis cinq mois ;
- **CHINE** : Décélération de la croissance économique à +4,7% au T2-24, en GA, après +5,3% au T1-24. Par ailleurs, l'indice PMI manufacturier s'est inscrit en zone de contraction à 49,3 points en juillet 2024 ;
- Evolution différenciée des prix des **produits de base** en juillet (Pétrole : +3,3% ; Gasoil : +0,8% ; Blé tendre : Fr -4,1% et Sucre : -13,6%) ;
- Volatilité sur les marchés financiers en juillet (NASDAQ : +2,7%, Euro Stoxx50 : -0,8%, MSCI-EM : +1,8%).

CONJONCTURE NATIONALE

- Ralentissement de la **croissance de l'économie nationale** au T1-24 à +2,5% contre +3,9% au T1-23, recouvrant une baisse de la valeur ajoutée agricole de -5,0% contre +2,1% un an auparavant et une accélération du PIB non agricole à +3,5% contre +3,2% ;
- Baisse de la **production céréalière** au titre de la campagne agricole 2023/24 à 31,2 M.Qx, sous l'effet particulièrement du repli des superficies semées ;
- Repli des débarquements des produits de la **pêche côtière et artisanale** de -10% en volume à fin juin 2024 ;
- Nette reprise de la production des **phosphates et de ses dérivés** de +30,7% et de +28,2% respectivement à fin mai 2024 ;
- Hausse du **taux d'utilisation des capacités de production industrielle** de +4,8 points en moyenne des six premiers mois de l'année 2024 pour s'établir à 77,8% ;
- Progression de +1,0% de la **production locale d'électricité** à fin juillet 2024 contre +1,1% un an auparavant ;
- Hausse de +6,8% des **ventes de ciment** à fin juillet 2024 contre -2,1% un an auparavant ;
- Augmentation de +18,5% du **trafic passager aérien** à fin juillet 2024 pour atteindre un record de 18,1 millions ;
- Progression des **arrivées de touristes** et des **nuitées dans les ETHC** de +15% et +8,3% respectivement à fin mai 2024 ;
- Hausse du **déficit commercial** de +621 M.DH ou +0,4% pour s'établir à -139,4 MM.DH à fin juin 2024 et amélioration du taux de couverture de +0,6 point à 61,9%, résultat d'une hausse des exportations (+6,7 MM.DH ou +3%) plus rapide que celle des importations (+7,3 MM.DH ou +2%) ;
- Bonne performance à fin juin 2023 des **exportations** des phosphates et dérivés (+7,5%), de l'automobile (+9%) et de l'aéronautique (+16,5%) ;
- Repli des **importations** des produits énergétiques (-5,2%), des produits bruts (-9,3%) et des produits alimentaires (-0,9%) ;
- Amélioration des **Avoirs Officiels de Réserve** de +6,7 MM.DH ou +1,9% à fin juin 2024 pour s'établir à 366,1 MM.DH ;
- Repli du **crédit bancaire hors prêts à caractère financier** de -1,9 MM.DH ou -0,2% à fin juin 2024 contre +12,3 MM.DH ou +1,4% un an auparavant ;
- Hausse du **déficit budgétaire** à 40,1 MM.DH à fin juillet 2024 contre 29,3 MM.DH un an auparavant, traduisant une augmentation des dépenses (+26,6 MM.DH) plus importante que celle des recettes (+15,8 MM.DH) ;
- Hausse de l'encours de la **dette globale du Trésor** de +49 MM.DH ou +4,8% à fin juillet 2024 contre +64,5 MM.DH ou +6,8% un an auparavant à la même période, pour atteindre 1 065,7 MM.DH ;
- Fin du cycle du resserrement des **conditions de financement** sur le marché des adjudications des valeurs du Trésor avec des baisses à fin juillet 2024 de -38,4 pbs pour les BdT à 2 ans, de -33,9 pbs pour les BdT à 5 ans, de -46,7 pbs pour les BdT à 10 ans, de -51,5 pbs pour les BdT à 15 ans, de -67,5 pbs pour les BdT à 20 ans et de -57,3 pbs pour les BdT à 30 ans ;
- Sensible atténuation du **taux d'inflation** à +1,0%, en moyenne des sept premiers mois de l'année 2024, contre +7,4% durant la même période de l'année 2023 ;
- Hausse du **taux de chômage** de +0,7 point à 13,1% au niveau national au T2-24, résultat d'une augmentation de +0,4 point en milieu urbain à 16,7% et de +1 point en milieu rural à 6,7%.

SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

CONTEXTE INTERNATIONAL

Résilience de l'économie mondiale en 2024

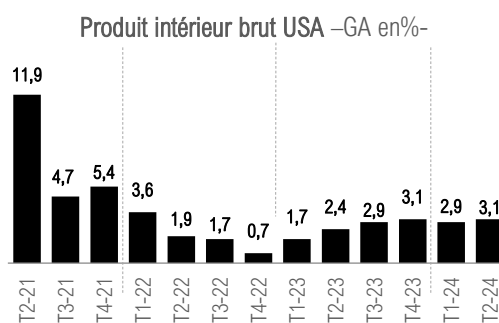
D'après la dernière mise à jour des perspectives économiques établie par le Fonds Monétaire International (FMI) en juillet, l'économie mondiale devrait progresser de +3,2% en 2024 contre +3,1% en 2023 (stable par rapport aux perspectives du mois d'avril). Cette prévision tient compte d'un contexte marqué par i) l'accroissement du risque d'accélération de l'inflation ; ii) l'incertitude en matière de politique économique et iii) l'escalade des tensions commerciales. Toutefois, le dynamisme différencié de l'activité au début de l'année a réduit les écarts de production entre les pays, sous l'effet d'une atténuation des facteurs cycliques et d'une meilleure adéquation de l'activité avec son potentiel.

Au niveau des économies avancées, la croissance devrait rester stable à +1,7% en 2024 (+0,0 point / avril). Dans ce sillage, le taux de croissance aux États-Unis devrait croître de +2,6% (-0,1 point / avril) contre +2,5% en 2023, porté particulièrement par la bonne vigueur du marché de travail. De même, le rythme de croissance de la zone euro devrait s'accélérer de +0,4 point à +0,9% en 2024 (+0,1 point / avril), en liaison notamment avec l'amélioration de l'activité dans le secteur des services et la bonne tenue des exportations. Par pays, l'Allemagne devrait afficher une légère reprise de +0,2% (0,0 point / avril) contre -0,2% en 2023, tandis que les autres principaux pays de la zone devraient marquer une décélération de leur rythme de croissance, notamment la France (+0,9% contre +1,1%, soit +0,2 point / avril), l'Italie (+0,7% contre +0,9%, soit 0,0 point / avril) et l'Espagne (+2,4% contre +2,5% en 2023, soit +0,5 point / avril). En revanche, le PIB du Japon devrait baisser de -1,2 point pour revenir à +0,7% en 2024 (-0,2 point / avril), suite aux perturbations temporaires de l'offre et de la faiblesse de l'investissement privé.

Concernant les pays émergents et en développement, l'activité économique devrait marquer un léger ralentissement à +4,3% en 2024 (+0,1 point / avril) contre +4,4% en 2023, reflétant des décélérations dans plusieurs régions. En effet, le taux de croissance économique de la Chine devrait revenir à +5,0% (+0,4 point / avril) contre +5,2% en 2023, en lien avec les difficultés du secteur immobilier, l'atténuation des effets de la relance post-pandémique et la faiblesse des stimuli des finances publiques. De même, l'économie russe devrait croître de +3,2% en 2024 (+0,0 point / avril) contre +3,6%, en liaison avec le ralentissement de l'investissement et de la consommation. Parallèlement, la croissance de l'Inde devrait revenir à +7,0% (+0,3 point / avril) contre +8,2%, reflétant la vigueur continue de la demande intérieure et la croissance de la population en âge de travailler. Enfin, l'économie brésilienne devrait progresser de +2,1% (-0,1 point / avril) contre +2,4%, en raison des répercussions à court terme des inondations.

Accélération de la croissance économique aux États-Unis

L'économie américaine a marqué une accélération de son taux de croissance à +3,1% en GA au T2-24, en hausse de +0,2 point par rapport au trimestre précédent. Cette évolution a été soutenue particulièrement par un regain de vigueur de la consommation des ménages (+2,5% contre +2,2%) et par une sensible accélération du rythme de progression des exportations (+3,5% contre +0,5%). En revanche, les dépenses publiques ont vu leur rythme de croissance légèrement décélérer et ce, pour le deuxième trimestre consécutif (+3,8% contre +3,9%).

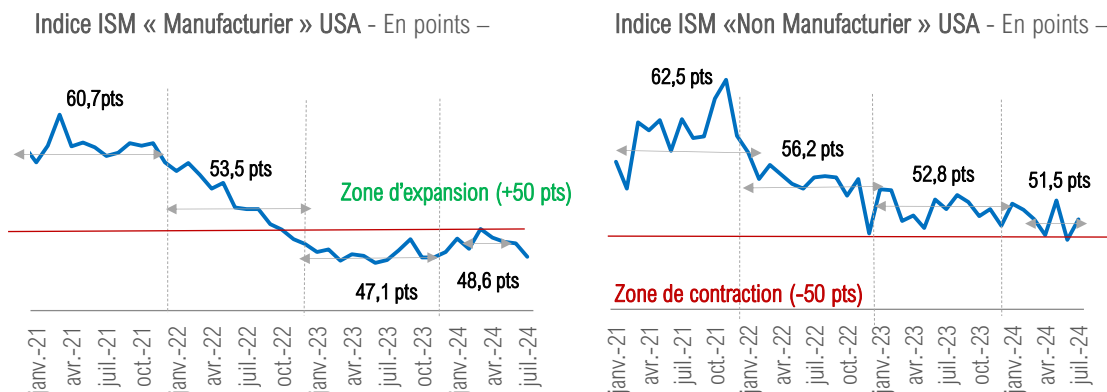


Source: US Bureau of Economic Analysis

L'évolution des indicateurs avancés au cours du mois de juillet 2024 témoigne d'un ralentissement de l'activité industrielle, comme en atteste la poursuite de la baisse de l'indice ISM manufacturier de -1,7 point par rapport à juin 2024 pour se situer en zone de contraction à 46,8 points. Toutefois, l'indice ISM non manufacturier a rebondi de +2,6 points, se situant ainsi en zone d'expansion avec un score de 51,4 points.

Par ailleurs, la production industrielle a diminué de -1,6%, en GA, en juillet 2024 contre +1,6% en juin 2024. En revanche, le rythme de progression des ventes au détail a marqué une accélération à +2,7% en juillet contre +2,3% en juin. Pour sa part, l'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan a maintenu sa

trajectoire baissière entamée depuis le mois de mars pour revenir à 66,4 points en juillet contre 68,2 points un mois auparavant.

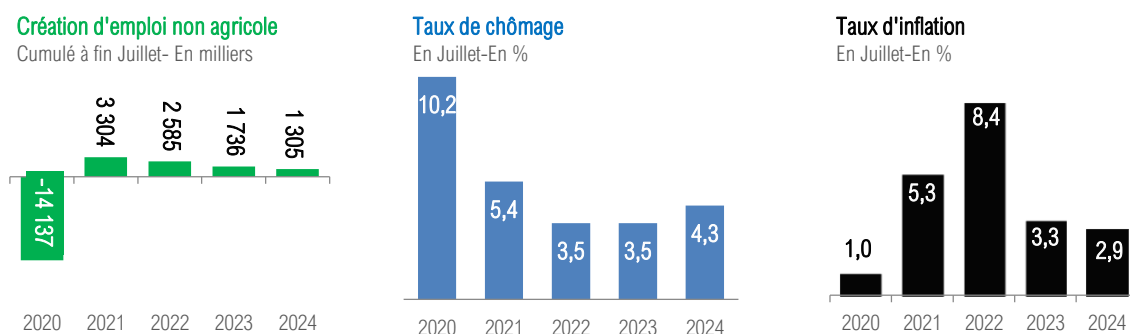


Source : Institute for Supply Management

Concernant le marché du travail, le nombre d'emplois créés s'est légèrement affaibli, passant de 179 mille en juin 2024 à 114 mille en juillet 2024, cumulant ainsi 1 305 mille postes depuis le début de l'année contre 1 736 mille postes un an auparavant. Dans ce sillage, le taux de chômage a accusé une hausse mensuelle de 0,2 point pour s'élever à 4,3% en juillet, soit son niveau le plus élevé depuis octobre 2022, contre 3,5% au même mois un an auparavant et 3,7% à fin 2023.

Pour sa part, le taux d'inflation est revenu à +2,9%, en GA, en juillet, contre +3,0% en juin, soit son plus bas niveau depuis mars 2021. Cette évolution est liée notamment à la décélération des prix des produits hors énergie et alimentation (+3,2% contre +3,3%) tandis que les produits énergétiques n'ont vu leurs prix augmenter que de 0,1 point à +1,1%.

Dans ce contexte, la Réserve Fédérale américaine (FED) a décidé, lors de sa réunion du 31 juillet 2024, de maintenir, pour la huitième fois consécutive, ses taux d'intérêts stables dans une fourchette allant de +5,25% à +5,50%, leur plus haut niveau depuis janvier 2001. En parallèle, la FED poursuivra son rythme de réduction du programme de Resserrement Quantitatif (à compter du 1^{er} juin 2024). Ainsi, la diminution mensuelle maximale des titres du Trésor est passée de 60 MM.\$ US à 25 MM.\$US et celle de titres d'agences et de titres hypothécaires demeurera à 35 MM.\$US.

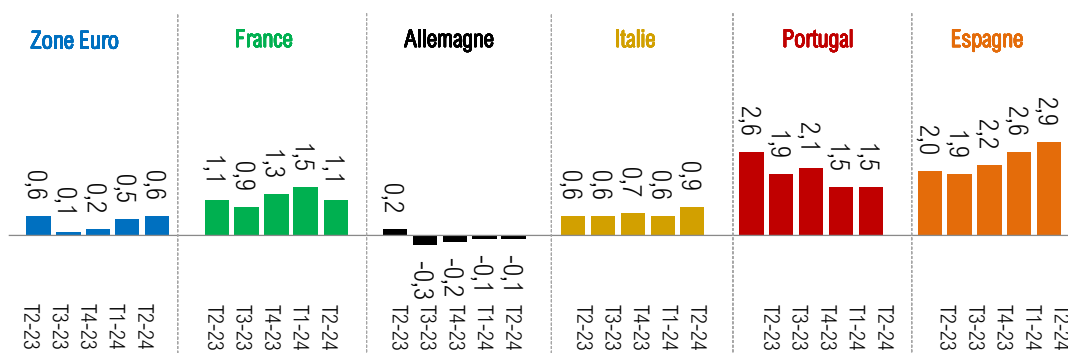


Source: United States Department of Labor

Rebond de l'activité économique au sein de la zone euro au T2-24

Au titre du T2-24, l'activité économique a maintenu son trend haussier entamé il y a un an pour culminer à +0,6% en G.A contre +0,5% au trimestre précédent, portée particulièrement par la bonne tenue de la demande extérieure tandis que la demande intérieure demeure fragile. Par pays, cette amélioration a concerné particulièrement l'Espagne, qui affiche le taux de croissance le plus élevé au sein de la zone, (+2,9% au T2-24 contre +2,6% au T1-24) et ce, en liaison avec la bonne performance du secteur touristique et de la consommation intérieure. En Italie, portée par la bonne tenue du secteur des services, la croissance économique s'est nettement améliorée (+0,9% contre +0,6%). Par contre, le rythme de croissance a accusé une décélération en France (+1,1% contre 1,5%) tandis qu'il s'est stabilisé au Portugal (+1,5%). Pour sa part, pénalisée par la crise de son secteur industriel qui continue de pâtir des coûts élevés de l'énergie, l'Allemagne est demeurée en récession et ce, pour le quatrième trimestre consécutif (-0,1%, stable par rapport au T1-24).

Produit intérieur brut Zone Euro - en glissement annuel-en % -



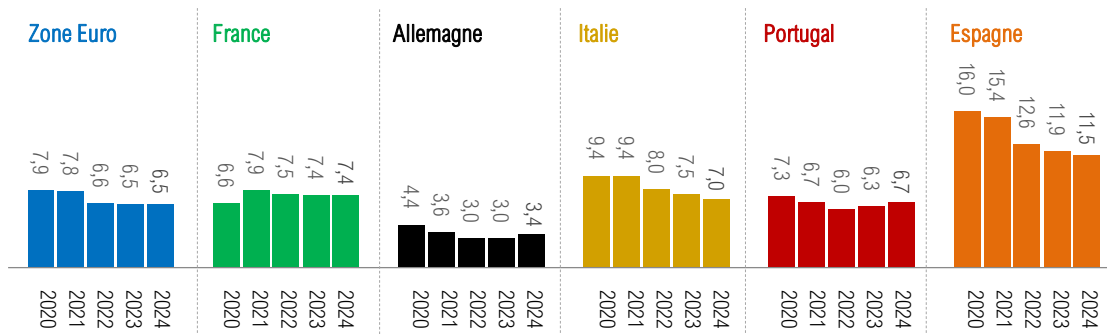
Source : Eurostat

S'agissant des indicateurs avancés, l'indice PMI composite a poursuivi son ralentissement, pour le deuxième mois consécutif, pour revenir à 50,2 points en juillet contre 50,9 points un mois auparavant, son plus bas niveau depuis cinq mois. Cette baisse est imputable principalement à la décélération du PMI non manufacturier (51,9 points en juillet, son plus bas niveau depuis quatre mois, contre 52,8 points en juin) tandis que le PMI manufacturier a marqué une stabilisation (45,8 points en juillet).

Parallèlement, l'indice ESI du sentiment économique de la zone euro a maintenu son trend baissier, pour le troisième mois consécutif, pour revenir à 95,8 points au cours du mois de juillet contre 95,9 points un mois auparavant. Cette évolution est imputable particulièrement à la dégradation de la confiance des entreprises dans le secteur de l'industrie, du commerce de détail et des services et ce, notamment en France (-2,2 points).

De son côté, le marché de l'emploi a marqué une légère hausse du taux de chômage à 6,5% en juin et ce, après une stabilisation depuis avril à 6,4%, soit son plus bas niveau historique. Par pays et par rapport à fin 2023, ce taux a augmenté de +0,3 point en Allemagne (3,4%) et de +0,2 point au Portugal (6,7%). En revanche, ce taux a reculé de -0,4 point en Espagne (11,5%), de -0,3 point en Italie (7%) et de -0,1 point en France (7,4%).

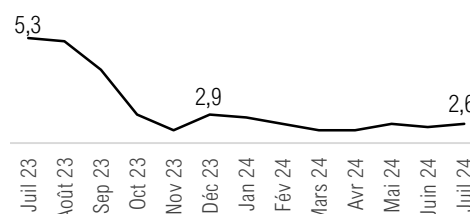
Taux de chômage Zone euro – Juin en % -



Source : Eurostat

Au niveau des prix, et d'après les estimations rapides de l'Eurostat, le taux d'inflation a accusé une légère hausse à +2,6% en juillet contre +2,5% un mois auparavant. Cette évolution est attribuable particulièrement à la hausse des prix des produits énergétiques (+1,3% en juillet contre +0,9% en juin) tandis que ceux des produits alimentaires ont marqué une légère décélération (+2,3% contre +2,4%).

Taux d'inflation annuel Zone Euro -En % -



Source : Eurostat

Par pays, cette hausse de l'inflation a concerné principalement l'Italie (+1,7% en juillet contre +0,9% en juin), l'Allemagne (+2,6% contre +2,5%) et la France (+2,6% contre +2,5%). Par contre, une atténuation du taux d'inflation a été constatée en Espagne (+2,9% contre +3,6%) et au Portugal (+2,7% contre +3,1%).

Compte tenu de ce contexte, la BCE a décidé de maintenir inchangés les trois taux d'intérêt directeurs lors de sa réunion du 18 juillet et ce, après les avoir baissé d'un quart de point de pourcentage le 6 juin dernier. A cet égard, le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à 4,25%, 4,50% et 3,75% respectivement.

De même, la BCE a annoncé la poursuite de la réduction de ses achats nets mensuels d'actifs au titre de son programme APP (asset purchase programme) à un rythme mesuré et prévisible. S'agissant du PEPP (pandemic emergency purchase programme), la BCE entend poursuivre le réinvestissement des remboursements du principal des titres arrivant à échéance au cours du premier semestre 2024 et de réduire le portefeuille de 7,5 MM.€ par mois en moyenne au second semestre 2024, avant de mettre fin aux réinvestissements y afférent fin 2024.

Pays émergents : Décélération de la croissance en Chine

En Chine, la croissance de l'économie s'est décélérée à +4,7% au T2-24, en GA, après +5,3% au T4-23. Il s'agit de la plus faible progression annuelle depuis le T1- 23, dans un contexte de ralentissement persistant de l'immobilier, de faiblesse de la demande intérieure, de chute du yuan, de montée des tensions avec la plupart de ses partenaires commerciaux et de multiplication des mesures protectionnistes qui pèsent sur les perspectives d'exportations. Pour rappel, les autorités chinoises ont fixé début mars 2024 un objectif de +5% de croissance pour 2024, soit le même qu'en 2023 et conforme aux prévisions du FMI (+5%, prévisions de juillet 2024).

Par ailleurs, les ventes au détail ont progressé de +2,7% en GA, en juillet 2024, après +2% en juin 2024. Toutefois, la production industrielle a ralenti à +5,1%, en GA, en juillet 2024 après +5,3% en juin 2024. De même, l'Indice PMI manufacturier s'est inscrit en zone de contraction à 49,3 points en juillet 2024. Pour sa part, l'Indice PMI non manufacturier s'est maintenu, pour le 19^{ème} mois consécutif, en zone d'expansion (50,2 points après 50,5 points).

S'agissant du taux de chômage, il a augmenté par rapport à juin 2024 pour atteindre 5,2% en juillet 2024 après 5% en juin 2024. Enfin, le taux d'inflation s'est établi à +0,5% en GA, en juillet 2024, en augmentation de +0,3 point par rapport à juin 2024.

Dans ce contexte, la Banque Populaire de Chine a continué sa politique d'assouplissement monétaire pour relancer l'activité économique et le secteur immobilier en particulier. Ainsi, elle a maintenu lors de la réunion du 20 août 2024, inchangé son taux directeur LPR à 1 an à +3,35%. De même, elle a laissé inchangé ses taux préférentiels sur les prêts à 1 et 5 ans, référence pour les prêts hypothécaires, à +3,95% et à +3,85% respectivement.

Au Brésil, la croissance de l'économie a légèrement augmenté à +2,5% au T1-24, en GA, après +2,1% au T4-23. De leur côté, la production industrielle a augmenté de +3,2%, en GA en juin 2024 contre une baisse de -1% en mai 2024. Toutefois, les ventes au détail ont connu une décélération à +4%, en GA, en juin 2024 après +8,1% en mai 2024.

Pour sa part, l'Indice PMI composite est passé à 56 points en juillet 2024 après 54,1 en juin 2024. Cette évolution provient, à la fois, de l'accélération de l'indice PMI manufacturier (+54 points après +52,5 points) que du PMI des services (+56,4 points après +54,8 points).

De leur côté, le taux de chômage a maintenu sa trajectoire baissière pour revenir à 6,9% en juin après 7,1% en mai alors que le taux d'inflation a légèrement augmenté à +4,5%, en GA, en juillet contre +4,2% en juin.

Dans ce contexte de modération de l'inflation, la Banque Centrale du Brésil a poursuivi sa politique d'assouplissement monétaire entamée depuis le mois d'août 2023, en maintenant lors de sa réunion du 31 juillet 2024 son taux directeur inchangé à +10,5%.

Enfin, **en Inde**, le taux de croissance économique a progressé de +7,6% au T2-24, en GA, après +7,8% au T1-24. Rappelons que les autorités indiennes ont fixé début avril 2024 un objectif de +7% de croissance pour l'année 2024, soit le même qu'en 2023 et conforme aux prévisions du FMI (+7%, prévisions de juillet 2024).

Par ailleurs, la production industrielle a marqué une décélération à +4,2% en juin 2024 contre +5,9% un mois auparavant. De même, les indicateurs avancés ont marqué une décélération, aussi bien au niveau du PMI manufacturier (+58,1 points en juillet 2024 après +58,3 points en juin) que du PMI des services (+60,3 points après +60,5 points).

S'agissant du taux de chômage, il a fortement augmenté passant de +7% en mai 2024 à +9,2% en juin 2024. Enfin, le taux d'inflation a diminué pour se situer à +3,5% en GA en juillet 2024, un niveau inférieur à la cible de +6% de la Banque de Réserve de l'Inde (BRI), après +5,1% en juin 2024. Cette évolution s'explique notamment par le ralentissement des prix des produits alimentaire (+5,5% en juillet 2024 contre +9,3% en juin 2024).

Dans ces conditions, la BRI a décidé, lors de sa réunion du 8 août 2024, de maintenir pour le neuvième mois consécutif son taux directeur inchangé à +6,5%. La BRI a également maintenu les taux de la facilité permanente marginale et de la facilité permanente de dépôt inchangés respectivement à +6,75% et à +6,25%.

CONTEXTE NATIONAL

Ralentissement de la croissance économique au T1-24

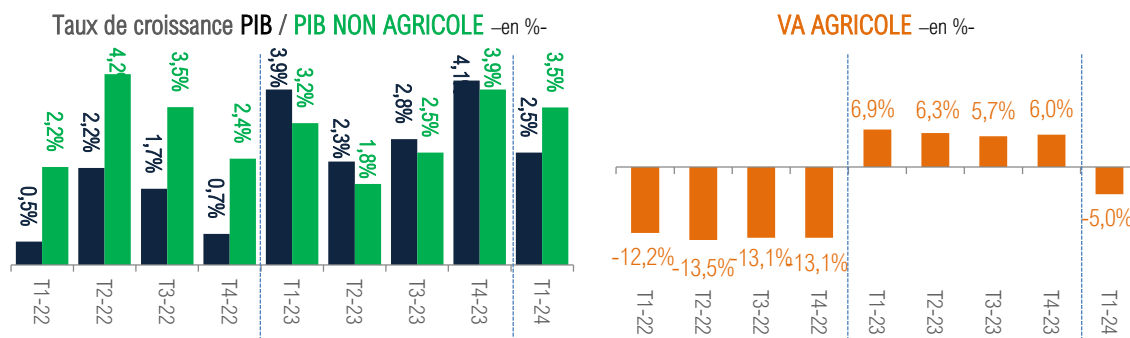
Sur la base des derniers résultats des comptes nationaux trimestriels du HCP, l'économie nationale a connu un ralentissement de la croissance à +2,5% au cours du T1-24 contre +3,9% au T1-23, reflétant une baisse de la valeur ajoutée agricole et une décélération des activités non-agricoles.

Ainsi, la valeur ajoutée du secteur primaire s'est contractée de -4,3% au T1-24 contre +1,7% un an auparavant. Cette évolution recouvre, d'une part, un repli de la valeur ajoutée du secteur agricole de -5,0% au lieu d'une hausse de +2,1% et, d'autre part, une reprise de la valeur ajoutée du secteur de la pêche à +10,0% contre -4,8%.

De son côté, la valeur ajoutée du secteur secondaire a enregistré une hausse de +3,6% contre -0,4% un an auparavant. Cette évolution provient des hausses des valeurs ajoutées des secteurs de l'industrie extractive (+17,7% au T1-24 contre +12,1% au T1-23), de l'électricité, gaz, eau, assainissement et déchets (+3,0% contre -3,0%) et de la construction (+2,5% contre -3,0%). De son côté, la valeur ajoutée des industries de transformation a enregistré une légère décélération à +2,1% contre +3,0%.

Par ailleurs, et après une forte progression de +6,0% au T1-23, la valeur ajoutée du secteur tertiaire a marqué un ralentissement à +3,0% au T1-24. Cette évolution reflète une décélération de la croissance de la valeur ajoutée des secteurs de l'hébergement et restauration (+1,9% après +56%), du transport et de l'entreposage (+3,4% contre +8,7%), des services financiers et assurances (+3,9% contre +7,3%), des postes et télécommunications (+1,3% contre +3,1%), des activités de l'éducation (+2,9% contre +4,2%), des services immobiliers (+2,1% contre +2,7) et de la recherche et développement et services rendus aux entreprises (+3,6% contre +4,3%). Par ailleurs, les activités des services rendus par l'administration publique et celles du commerce et réparation véhicules ont marqué une accélération de +3,4% contre +3,1% et +2,7% contre +1,4% respectivement.

Tenant compte de ces évolutions, la croissance de la valeur ajoutée non agricole a marqué un ralentissement à +3,2% contre +3,9% au T1-23. Par ailleurs, et compte tenu de la hausse du poste impôts nets des subventions de +5,5% au lieu de +2,7% au T1-23, la croissance du PIB non agricole s'est élevée à +3,5% contre +3,2% un an auparavant. Quant au PIB nominal, il a connu une hausse de +3,8%, laissant apparaître une progression de +1,3% du niveau général des prix contre +5,4% durant la même période un an auparavant.



Source : Haut-Commissariat au Plan

Contribution positive de la demande intérieure à la croissance économique ...

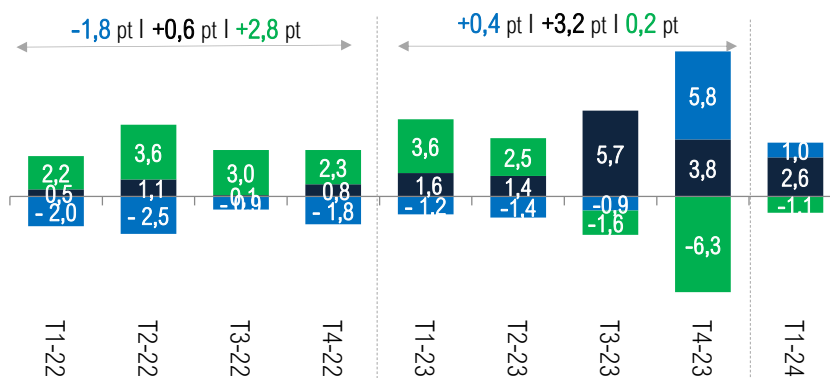
La contribution de la demande intérieure à la croissance s'est améliorée à +3,7 points au T1-24 contre +0,3 point au T1-23. Ce résultat reflète la hausse de la consommation des ménages de +3,0% contre +0,9% un an auparavant et la décélération de la consommation finale des administrations publiques passant de +4,5% au T1-23 à +3,9% au T1-24, soit des contributions respectives de +1,9 point et +0,7 point à la croissance. De son côté, l'investissement a affiché une progression de +4,6% au lieu de -5,0%, soit une contribution positive à la croissance de +1 point.

Contribution négative du solde des échanges extérieurs à la croissance économique

Compte tenu d'une hausse des importations (+9,5% contre +7,8%) plus importante que celle des exportations (+7,3% contre +18,6%), la contribution du solde des échanges extérieurs de biens et services à la croissance économique s'est située à -1,1 point contre +3,6 points un an auparavant.

Contribution à la croissance : Investissement / Consommation / Echanges extérieurs

- En points de croissance -



Source : Haut-Commissariat au Plan

Campagne agricole 2023/24 : Baisse de la production céréalière en raison du repli des superficies semées

La campagne agricole 2023/24 s'est inscrite dans le sillage d'une séquence de plus de cinq années consécutives de sécheresse. Aussi, la variation importante des températures minimales et maximales a-t-elle entraîné des perturbations des cycles de production des cultures. En conséquence, la hausse des températures durant le mois de novembre 2023, conjugué au manque de pluies au cours de cette période, a accentué le stress hydrique dans plusieurs zones céréalières et causé des pertes significatives dans les emblavements des céréales.

Dans ces conditions, et pour la première fois depuis 40 ans, les superficies emblavées en céréales se sont limitées à 2,5 millions d'hectares au titre de la campagne agricole 2023/24 contre 3,7 millions d'hectares un an auparavant, soit une baisse significative de -33%. Dans ces conditions, la production céréalière a été estimée à 31,2 M.Qx contre 55 M.Qx au titre de la précédente campagne, soit une baisse de -43%. Par espèce, cette production est répartie entre le blé tendre (17,5 M.Qx), le blé dur (7,1 M.Qx) et l'orge (6,6 M.Qx).

Toutefois, l'amélioration des conditions climatiques à partir du mois de février 2024 a eu un impact positif sur le développement de plusieurs cultures printanières, dont notamment le maraîchage et l'arboriculture fruitières. Avec une production de 8,4 millions de tonnes, les cultures maraîchères ont permis de couvrir les besoins du marché national et les exportations en ces produits, notamment, la tomate, l'oignon et la pomme de terre.

S'agissant du secteur de l'élevage, il a contribué à l'approvisionnement régulier du marché national en produits animaliers et ce, grâce aux mesures prises par le gouvernement visant notamment la mise en œuvre du programme de réduction de l'impact du déficit pluviométrique. Ces mesures ont concerné notamment : (i) la distribution d'orge et d'aliment composé subventionnés en faveur des éleveurs, ainsi que l'aménagement et l'équipement de points d'eau pour l'abreuvement du cheptel et ; (ii) la suspension des droits de douane et de la TVA, ainsi que la subvention à l'importation des ovins.

NOUVELLES MESURES EN FAVEUR DES FILIERES AGRICOLES

OLEICULTURE :

- L'assurance de l'accès à la matière première pour préserver les capacités de production du secteur de transformation des olives ;
- La mise en place des mécanismes de lutte contre le secteur informel et les pratiques de spéculation qui entravent le bon fonctionnement du marché des produits oléicoles ;
- L'accélération de la mise en place de l'arrêté fixant les dates de récolte des olives dès la prochaine campagne ;
- Le maintien du dispositif visant la limitation des ventes des produits oléicoles à faible valeur ajoutée ;
- L'accélération de la publication des textes relatifs à la mise en œuvre des dispositions du contrat programme 2023-2030 de la filière oléicole notamment les incitations à la diversification des exportations ;

VIANDES ROUGES ET LAIT :

- La poursuite de l'appui à l'aliment de bétail au profit des éleveurs des bovins et ovins et des aliments composés pour bovins d'engraissement et ovins ;
- L'appui à l'importation des aliments destinés à l'alimentation animale ;
- La préparation d'une loi sur l'élevage et la réglementation de l'insémination artificielle, l'importation et la vente des semences ;
- Le développement des cultures fourragères résilientes (sorgho) ainsi que la production de races mixtes plus productives ;
- La protection des femelles ovines et bovines et ;
- la mise en place d'un cadre réglementaire pour les unités d'engraissement des bovins et d'ovins.

Evolutions globalement favorables des activités non agricoles

L'évolution des indicateurs de conjoncture au début de l'année 2024 augurent d'une reprise des activités secondaires tirées notamment par les industries extractives, les industries manufacturières et le secteur du BTP. De son côté, les activités tertiaires poursuivent leur dynamisme, soutenues particulièrement par les secteurs du tourisme et du transport qui affichent de bonnes performances.

Secteur de la pêche : Le volume des débarquements des produits de la pêche côtière et artisanale s'est contracté de -10% à fin juin 2024 par rapport à la même période de l'année 2023. Cette évolution est le résultat des replis de -82% des débarquements des crustacés et coquillages, de -39% des algues et de -12% des poissons pélagiques au moment où ceux des poissons blancs et des céphalopodes ont augmenté respectivement de +6% et de +5%.

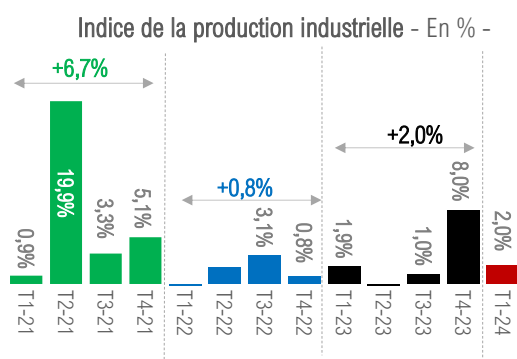
Par contre, les débarquements en valeur n'ont que reculé de -4%, recouvrant, d'une part, des replis au niveau des captures de crustacés (-19%), de poissons pélagiques (-7%), des algues (-52%), de poissons blancs (-5%) et de coquillages (-93%) et d'autre part, une hausse de la valeur des captures de céphalopodes de +2%.

Secteur minier : A fin mai 2024, la production de phosphate a poursuivi sa nette reprise entamée depuis le mois d'octobre de l'année dernière avec un rebond de +30,7% contre -23,2% un an auparavant. De même, la production des dérivés s'est renforcée de +28,2% contre -16,7%, suite à la hausse des productions de l'acide phosphorique (+26,6% contre -17,9%) et des engrais naturels et chimiques (+29,2% contre -16%).

Cette bonne dynamique a été soutenue principalement par l'accroissement de la demande mondiale, comme en témoigne la hausse, à fin mai, des ventes en volume de +75,1% pour le phosphate, de +26,3% pour les engrais naturels et chimiques et de +1,2% pour l'acide phosphorique.

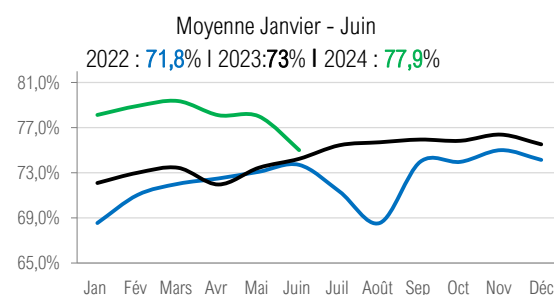
Secteur industriel : L'indice de la production des industries manufacturières a enregistré une progression de +2,0% au T1-24, soit quasiment le même rythme qu'au T1-23 (+1,9%). Cette évolution résulte notamment de la progression des indices de production de l'industrie chimique (+13,2%), de l'industrie automobile (+9,2%), de l'industrie pharmaceutique (+7,3%) et des industries alimentaires (+2,6%). En revanche, les indices de la fabrication de l'habillement et de fabrication d'équipements électriques ont enregistré des baisses respectives de -8,4% et -7,4%.

De son côté, le taux d'utilisation des capacités de production industrielle (TUC) a enregistré une hausse de +4,8 points, en moyenne des six premiers mois de l'année 2024, pour s'établir à 77,8%. Dans cette évolution, des augmentations ont été enregistrées au niveau des TUC des industries mécaniques et métallurgiques (+14 pts), des industries électrique et électronique (+8,2 pts), des industries chimique et para-chimique (+4,2 pts), des industries du textile et cuir (+0,3 pt), tandis que le TUC des industries agroalimentaires a marqué une baisse de -1,7 pts.



Source : Haut-Commissariat au Plan

Taux d'utilisation des capacités de production industrielle



Source : Bank Al-Maghrib

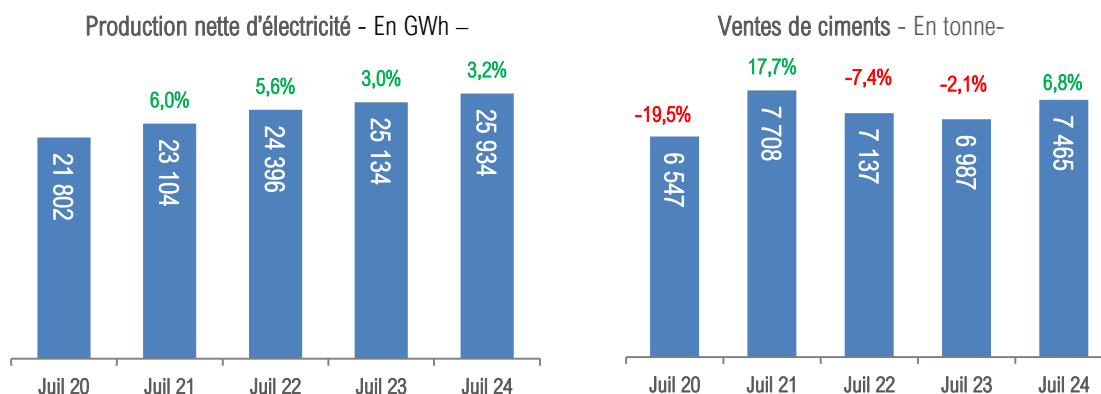
Secteur énergétique : A fin juillet 2024, la production locale d'électricité a enregistré une progression de +1,0% contre +1,1% un an auparavant. Cette évolution recouvre, d'une part, une hausse de +42,8% de la production issue des énergies renouvelables inscrites dans le cadre de la loi 13-09 et, d'autre part, des diminutions de -3,3% de la production de l'Office National de l'Electricité et de l'Eau potable (ONEE) et de -0,7% de la production concessionnelle.

De son côté, le solde des échanges d'énergie s'est établi à +1455 Gwh après +891 Gwh un an auparavant, provenant de la hausse de +43,7% des importations et de la baisse de -23,5% des exportations. Ainsi, l'énergie appelée nette a marqué une hausse de +3,2% contre +3,0%.

Par ailleurs, la consommation d'électricité a diminué de -0,2% contre +4,1% un an auparavant. Cette évolution recouvre, d'une part, une baisse de la consommation d'électricité à très haute et haute tension (-30,5%) et, d'autre

part, des hausses de la consommation d'électricité à moyenne tension (+5,2%), de la consommation à basse tension (+0,1%) et de la consommation des régions (+2,6%).

BTP : Les ventes de ciment ont enregistré une forte hausse de +52,3% en juillet 2024 en liaison avec la reprise des chantiers après leur arrêt durant la période d'Aid Al-Adha, portant la progression depuis le début de l'année à +6,8% contre -2,1%. A l'exception des ventes au niveau du segment du bâtiment de la qui ont accusé une baisse de -11,3%, tous les autres segments ont affiché des progressions de leurs ventes. Ainsi, les hausses vont de +1% au niveau de la distribution à +6,7% pour le béton préfabriqué, +18,2% pour le béton prêt à l'emploi et à +35,8% pour l'infrastructure.



Source : Office national de l'électricité et de l'eau potable

Source : Association Professionnelle des Cimentiers

Par ailleurs, les crédits immobiliers ont progressé de +3,7 MM.DH ou +1,2% au cours des six premiers mois de l'année 2024 après +1,2 M.DH ou +0,4% un an auparavant à la même date. C'est ainsi que les financements alloués à la promotion immobilière ont augmenté de +2,1 MM.DH ou +4,1% contre +648 M.DH ou +1,2% tandis que les crédits alloués à l'habitat n'ont progressé que de +1,3 MM.DH ou +0,5% après +2,4 MM.DH ou +1,0%.

Pour sa part, le nombre de bénéficiaires du fonds DAMANE ASSAKANE a atteint 4.037 au terme du T1-24, en hausse de +32,1% par rapport au T1-23. Cette évolution recouvre une hausse de +41,4% du nombre de bénéficiaires du FOGARIM (2.544 contre 1.803) et de +19,1% de celui du FOGALOGÉ (1.493 contre 1.254). De leur côté, les montants des crédits accordés à FOGALOGÉ se sont améliorés de +21,3% à 336 M.DH tandis que ceux accordés à FOGARIM ont augmenté de +1,7% à 431 M.DH. Depuis sa création, 295.660 ménages ont bénéficié de l'appui du Fonds DAMANE ASSAKANE pour un montant global de 56,5 MM.DH.

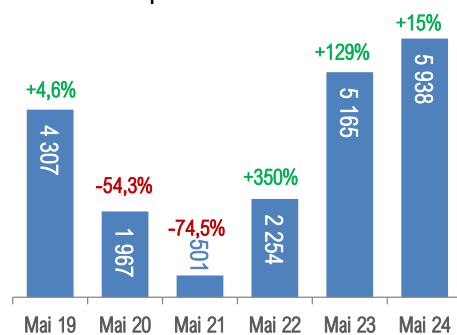
Pour rappel, le programme d'aide au logement qui s'étend sur la période 2024-2028, a suscité un grand intérêt chez les marocains depuis son lancement en janvier 2024. Ainsi, le nombre de demandes a totalisé 84 500 jusqu'au 15 juillet 2024, dont plus de 17 000 bénéficiaires. Quant à la valeur totale des logements acquis, elle s'est élevée à 6,3 MM.DH avec une contribution de 1,3 MM.DH de l'État.

Tourisme : L'activité touristique a poursuivi sa performance exceptionnelle au cours des cinq premiers mois de l'année 2024, enregistrant une hausse des arrivées aux postes frontières de +15% par rapport à la même période de l'année précédente et de +38% par rapport à 2019 pour culminer à 5,9 millions de touristes. Cette dynamique a été portée aussi bien par la hausse des arrivées de touristes étrangers (+16,8%), qui représentent 56,4% du total, que par les MRE (+12,7%). La destination « Maroc » continue ainsi à rayonner sur la scène touristique internationale grâce notamment à l'engagement des différentes parties prenantes dans la mise en œuvre de la feuille de route du tourisme 2023-2026.

Par marché émetteur, une bonne performance a été affichée principalement par les touristes en provenance de France (+17%), du Royaume-Uni (+32%), de l'Allemagne (+34%), de l'Italie (+22%), du Portugal (+29%) et de la Hollande (+25%).

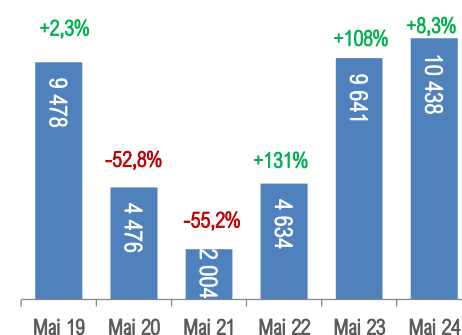
De même, le nombre des nuitées réalisées dans les hôtels classés se sont renforcés de +8,3% à fin mai 2024, porté par le renforcement de +13,2% des nuitées réalisées par les non-résidents alors que celles réalisées par les résidents sont restées stables. Par destination, le nombre des nuitées a augmenté principalement dans les villes d'Agadir (+20%), Al Haouz (+16%), Casablanca (9%) et Marrakech (+8%).

Arrivées touristiques - En millions -



Source : Observatoire du tourisme

Nuitées - En millions -



Source : Observatoire du tourisme

Transport : Au niveau du trafic aérien, les aéroports du Maroc continuent d'enregistrer un volume de trafic commercial record avec 18,1 millions de passagers à fin juillet 2024, en hausse de +18,5% par rapport à la même période de l'année précédente. Les mouvements aéroportuaires ont, de leur côté, progressé de +14,8% pour atteindre 134.875 vols. Cette évolution a été favorisée par la création de plusieurs nouvelles lignes aériennes internationales et le renforcement des fréquences hebdomadaires.

Pour ce qui est du trafic aérien international, il a affiché un rebond de +18% à fin juillet 2024 pour atteindre 16,3 millions de passagers. Cette dynamique a été soutenue principalement par la performance réalisée par les marchés de l'Europe (+19% avec 82% du total du trafic), du moyen et extrême orient (+12%) et de l'Afrique (+16,4%). Quant au trafic intérieur, il s'est renforcé de +24,6% pour culminer à 1,9 million de passagers, porté par le lancement au mois de mai de nouvelles lignes intérieurs de la compagnie Ryanair.

Trafic aérien commercial au niveau des principaux aéroports

Aéroports	Juillet 2023	Juillet 2024	Var %
MOHAMMED V	5 512 463	5 866 203	6,4%
MARRAKECH	3 995 385	5 201 216	30,2%
AGADIR	1 291 413	1 738 309	34,6%
FES - SAISS	989 410	1 101 840	11,4%
TANGER	1 068 224	1 281 704	20%
RABAT-SALE	664 714	933 255	40,4%
NADOR	553 865	575 380	4%
OJJDA	514 986	569 306	10,5%
LAAYOUNE	143 740	158 006	10%
TOTAL	15.308.729	18.146.092	18,5%

Source : Office National des Aéroports

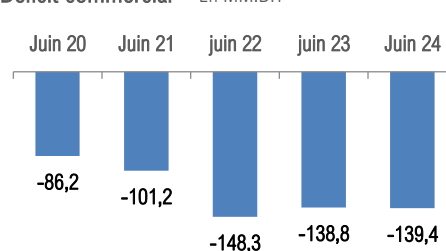
Télécommunications : Selon les derniers résultats de l'ANRT, le marché internet a enregistré un net rebond de son activité avec une hausse de +7,4% au T1-24, pour atteindre 38,3 millions abonnés, portant ainsi le taux de pénétration à 103,5% contre 97,2% au T1-23. Cette évolution est tirée principalement par l'augmentation de +7,2% de l'Internet mobile, qui constitue 93% du parc total.

Pour sa part, le marché de la téléphonie mobile a progressé de +4,4% pour atteindre 55,2 millions abonnés, portant ainsi le taux de pénétration à 149% contre 144,2%. De son côté, le parc de la téléphonie fixe s'est établi à près de 3 millions d'abonnés, marquant une hausse de +9,3%, et un taux de pénétration de 8% contre 7,4%.

ECHANGES EXTERIEURS : HAUSSE DU DEFICIT COMMERCIAL

Au terme du S1-24, la situation des échanges extérieurs a fait ressortir une hausse du déficit commercial de +621 M.DH ou +0,4% pour s'établir à -139,4 MM.DH. Ainsi, et compte tenu d'une progression des exportations (+6,7 MM.DH ou +3%) plus rapide que celle des importations (+7,3 MM.DH ou +2%), le taux de couverture s'est amélioré de +0,6 point à 61,9%.

Déficit commercial - En MM.DH



Poursuite de la bonne performance des exportations

Source : Office des changes

La hausse des exportations, qui ont atteint 226,4 MM.DH, a été soutenue particulièrement par les ventes des secteurs des phosphates et dérivés, de l'automobile et de l'aéronautique. En effet, les exportations des phosphates

et dérivés se sont améliorées de +2,7 MM.DH ou +7,5% pour s'élever à 38,6 MM.DH. Cette évolution est attribuée à la hausse des ventes en valeur de phosphates de +31,5% et des engrais naturels et chimiques de +6,5% alors que celles de l'acide phosphorique se sont quasiment stabilisées. En volume, ces expéditions se sont accrues de +76,6% pour le phosphate, de +25% pour les engrais et de +10,2% pour l'acide phosphorique.

Hors OCP, les exportations ont augmenté de +4 MM.DH ou +2,2% pour atteindre 187,9 MM.DH à fin juin 2024. C'est ainsi que les ventes du secteur automobile se sont renforcées de +6,6 MM.DH ou +9% pour se situer à 80,5 MM.DH, soutenues par la hausse des ventes de construction (+8,4%), de câblage (+8,2%) et de l'intérieur des véhicules et sièges (+18,9%).

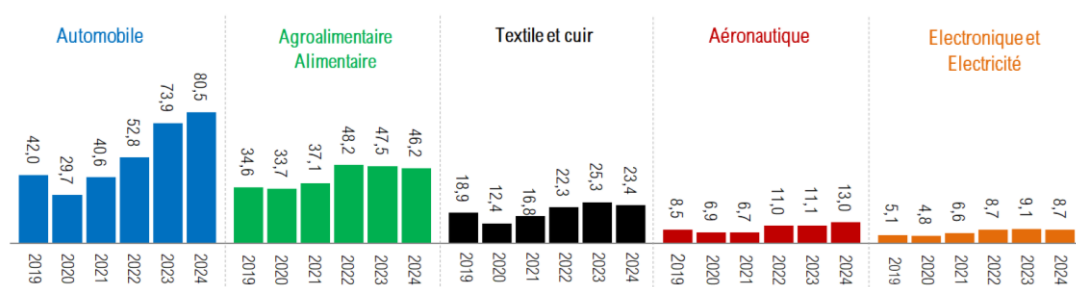
De même, les expéditions du secteur aéronautique se sont consolidées de +1,8 MM.DH ou +16,5% pour s'établir à 13 MM.DH, suite principalement à l'augmentation des ventes du segment de l'assemblage (+27,7%).

En revanche, les exportations du secteur de l'électronique et électricité ont accusé une baisse de -400 M.DH ou -4,4% pour revenir à 8,7 MM.DH, recouvrant notamment un repli des ventes de composants électroniques (-11,2%) et une hausse de celles des appareils pour la coupure ou la connexion des circuits électriques (+18,6%).

De leur côté, les exportations du secteur du textile et cuir ont également diminué de -1,8 MM.DH ou -7,2%, en liaison notamment avec la baisse des ventes de chaussures (-13,8%), de vêtements confectionnés (-7,3%) et des articles de bonneterie (-3,9%).

Pour ce qui est du secteur de l'agriculture et l'agro-alimentaire, les exportations se sont repliées de -1,2 M.DH ou -2,6% pour se situer à 46,2 MM.DH, suite à une baisse des expéditions de l'industrie alimentaire (-5,6%), qui a été légèrement atténuée par la hausse de celles de l'industrie du tabac (+24,4%).

Exportations des MMM à fin juin -En MM.DH



Source : Office des Changes

Allègement des factures énergétique et alimentaire

Au niveau des importations, qui se sont élevées à 365,9 MM.DH à fin juin 2024, la facture énergétique s'est allégée de -3,2 MM.DH ou -5,2% pour revenir à 57,4 MM.DH, représentant ainsi 15,7% du total des importations. Cette évolution s'explique notamment par le repli des approvisionnements en gaz de pétrole et autres hydrocarbures (-24,1%) et en houilles, coques et combustibles (-29,7%) alors que ceux de gas-oils et fuel-oils se sont accrues de +8,9%.

Suivant la même tendance, les importations de produits alimentaires ont reculé de -410 M.DH ou -0,9% pour se situer à 45,3 MM.DH, suite à la baisse des approvisionnements en blé (-9,8%) et des tourteaux (-29,8%).

Hors produits énergétiques et alimentaires, les importations ont enregistré une hausse de +10,9 MM.DH ou +4,3% à 263,2 MM.DH. Dans cette évolution, les acquisitions de biens d'équipement ont progressé de +5,4 MM.DH ou +6,8% pour atteindre 85,3 MM.DH, soutenues par la hausse des achats de voitures utilitaires (+51,8%) et des appareils pour la coupure ou la connexion des circuits électriques (+16,5%).

De même, les importations des demi-produits se sont accrues de +4,6 MM.DH ou +6,1%, s'établissant à 79,8 MM.DH, tirées par les achats de demi produits en fer ou en aciers non alliés (+157%), des produits chimiques (+13%) et des papiers et cartons (+17,5%).

Quant aux biens de consommation, leurs importations ont augmenté de +2,5 MM.DH ou +3,1% pour se situer à 81,4 MM.DH, portées notamment par les achats de parties et pièces pour voitures de tourisme (+8,4%) et des médicaments et autres produits pharmaceutiques (+22,1%).

Par ailleurs, les importations de produits bruts ont diminué de -1,7 MM.DH ou -9,3% pour revenir à 16,4 MM.DH, recouvrant une baisse des approvisionnements en huile de soja brute ou raffinée (-32,9%), de ferraille, déchets et autres minerais (-20,9%) et une hausse des graines et fruits oléagineux (+75,7%).

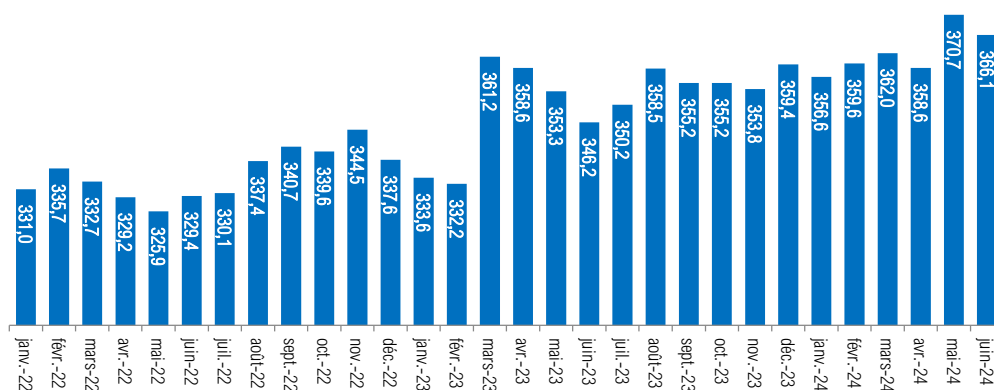
Reprise des recettes voyages

A fin juin 2024, les recettes voyages, principale composante des exportations de services, ont affiché une reprise de +1,1 MM.DH ou +2,3% pour s'élever à 49 MM.DH. De même, les transferts des MRE se sont améliorés de +1 MM.DH ou +1,8% pour atteindre 56,7 MM.DH. Ces deux postes ont permis de couvrir 75,8% du déficit commercial contre 74,6% un an auparavant.

En ce qui concerne les flux des Investissements Directs Etrangers au Maroc, ils se sont renforcés de +3,6 MM.DH ou +51,6% pour se situer à 10,6 MM.DH. Cette dynamique est le résultat d'une hausse des recettes de +8,6% conjuguée à une baisse de -21,2% des dépenses. De leur côté, les flux des Investissements Directs Marocains à l'étranger ont fléchi de -5,9 MM.DH ou -97,4% revenant à 161 M.DH, recouvrant une baisse des dépenses de -35,6% et une hausse des recettes de +12,9%.

Dans ce contexte, les avoirs officiels de réserves (AOR) se sont consolidés de +6,7 MM.DH ou +1,9% à fin juin 2024 pour atteindre 366,1 MM.DH contre +8,5 MM.DH ou +2,5% un an auparavant.

Avoirs Officiels de Réserve -En MM.DH



Source : Office des Changes

FINANCES PUBLIQUES : HAUSSE DU DEFICIT BUDGETAIRE

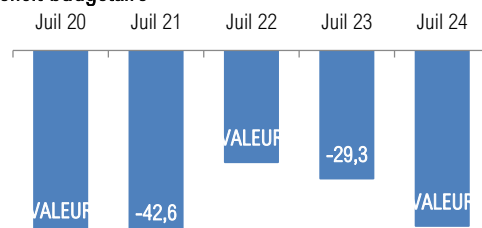
La situation des charges et ressources du Trésor à fin juillet 2024 a fait ressortir un allègement du déficit à 40,1 MM.DH contre 29,3 MM.DH un an auparavant. Cette évolution recouvre une progression des dépenses (+26,6 MM.DH) plus importante que celle des recettes (+15,8 MM.DH).

Poursuite de l'amélioration des recettes fiscales

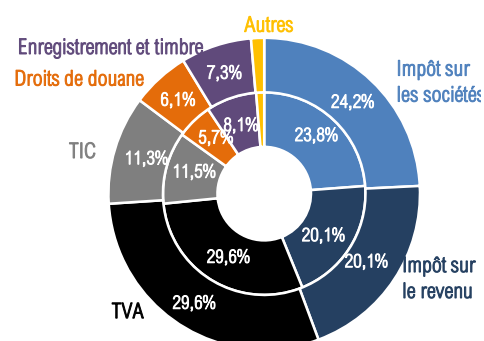
A fin juillet 2024, les recettes ordinaires, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, ont enregistré une hausse de +15,8 MM.DH ou +8,7%, pour s'élever à +198,1 MM.DH. Dans cette évolution, les recettes fiscales ont affiché une progression soutenue de +18 MM.DH ou +11,6%, sous l'effet du comportement favorable à la fois des impôts directs et des impôts indirects.

Ainsi, les recettes tirées des impôts directs ont enregistré une hausse de près de +9,1 MM.DH ou +13% pour atteindre 79,5 MM.DH, grâce notamment aux recettes générées par l'IS (+5 MM.DH), due principalement à l'amélioration des recettes du complément de régularisation (+2,3 MM.DH), des deux premiers acomptes (+1,3 MM.DH), ainsi que de l'IS retenu à la source sur les produits des actions, les rémunérations allouées à des tiers et les placements à revenu fixe (+1,3 MM.DH). De même, les recettes au titre de l'IR ont enregistré une hausse de +3,7 MM.DH ou +11,9% à +35 MM.DH,

Déficit budgétaire – En MM.DH



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

reflétant en particulier une amélioration des recettes générées par l'IR sur salaires (+1,2 MM.DH), l'IR sur les profits fonciers (+0,5 MM.DH) et les produits de placements à revenu fixe, les profits de cession de valeurs mobilières et l'IR sur les professionnels (+0,8 MM.DH).

Par ailleurs, les recettes relatives aux impôts indirects se sont améliorées de +7,1 MM.DH ou +11,1%. Dans cette évolution, les recettes au titre de la TVA ont augmenté de +5,4 MM.DH ou +11,8%, tirées par le produit de la TVA à l'intérieur (+2,7 MM.DH ou +17,3%) et par celui de la TVA à l'importation (+2,7 MM.DH ou +9%). De leur côté, les recettes des TIC ont affiché une hausse de +1,7 MM.DH ou +6,4%, attribuable principalement à l'amélioration des TIC appliquées sur les produits énergétiques (+1 MM.DH ou +10,7%) et sur les tabacs (+0,4 MM.DH, +5,4%). S'agissant des recettes tirées des droits de douane, elles ont augmenté de +1,6 MM.DH ou +17,8%. De même, les droits d'enregistrement et de timbre ont progressé de +0,2 MM.DH ou +1,5%, en lien avec la hausse de la TSAV (+110 M.DH) et de la taxe sur les contrats d'assurance (+95 M.DH).

S'agissant des recettes non fiscales, elles ont diminué de -2,6 MM.DH à 21,4 MM.DH contre 24 MM.DH à fin juillet 2023. Ces recettes comprennent 7 MM.DH au titre des mécanismes de financements innovants, 5,1 MM.DH en provenance des établissements et entreprises publics (dont 2,6 MM.DH versés par Bank Al-Maghrib et 2 MM.DH versés par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie) et 1,7 MM.DH au titre des produits de cession de participations de l'Etat.

Baisse de la charge de compensation

Les dépenses ordinaires se sont établies à 188,7 MM.DH à fin juillet 2024, en hausse de +16,3 MM.DH ou +9,5%. Cette évolution est attribuable à l'augmentation des dépenses au titre des biens et services de 17,6 MM.DH. Les charges de la compensation ont, pour leur part, marqué une baisse de 1,4 MM.DH. Quant aux intérêts de la dette, ils se sont situés quasiment au même niveau enregistré à fin juillet 2023.

En effet, la hausse des dépenses des biens et services, qui se sont situées à 150 MM.DH, provient de l'augmentation des charges du personnel de +4,6 MM.DH ou +5,2% et des dépenses au titre des autres biens et services de +13 M.DH ou +29,9%. De leur côté, les intérêts de la dette ont affiché une quasi-stabilité, recouvrant une hausse des intérêts de la dette extérieure (+2 MM.DH) compensée par une baisse de ceux de la dette intérieure (-1,9 MM.DH).

Par ailleurs, les charges de la compensation ont été estimées à 16,4 MM.DH. Par rapport à fin juillet 2023, ces charges ont affiché une baisse de -1,4 MM.DH provenant du gaz butane (9,4 MM.DH, en recul de 1 MM.DH), de la farine nationale de blé (1,4 MM.DH et -1,6 MM.DH), tandis que la charge au titre du sucre a augmenté de 0,6 MM.DH pour ressortir à 4 MM.DH. Les subventions accordées aux professionnels du secteur du transport routier se sont élevées à 1,6 MM.DH contre 1 MM.DH un an auparavant. Il est à noter qu'une décompensation partielle du gaz butane a été opérée à partir de 20 mai 2024 et a porté sur des réductions de 2,5 DH pour la bonbonne de 3 kg et de 10 DH pour la bonbonne de 12 kg.

Au total, l'évolution des recettes et des dépenses ordinaires à fin juillet 2024 s'est traduite par un solde ordinaire excédentaire de +9,4 MM.DH, contre +9,9 MM.DH à fin juillet 2023.

Augmentation des dépenses d'investissement

Les émissions au titre des dépenses d'investissement ont atteint 57,3 MM.DH à fin juillet 2024, en hausse de +3,7 MM.DH ou +6,9% par rapport au niveau enregistré une année auparavant.

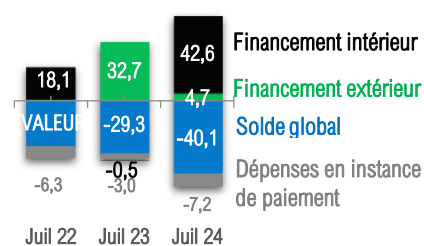
Baisse de l'excédent des comptes spéciaux du Trésor

Les opérations des comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de +7,8 MM.DH contre +14,4 MM.DH à fin juillet 2023.

Hausse du besoin de financement du Trésor

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 7,2 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor a dégagé un besoin de financement de 47,3 MM.DH contre 32,2 MM.DH un an auparavant. Les financements nets se sont élevés à 47,5 MM.DH sur le marché domestique et à 4,7 MM.DH au titre des emprunts extérieurs.

Sources de financement du Trésor –En MM.DH–



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

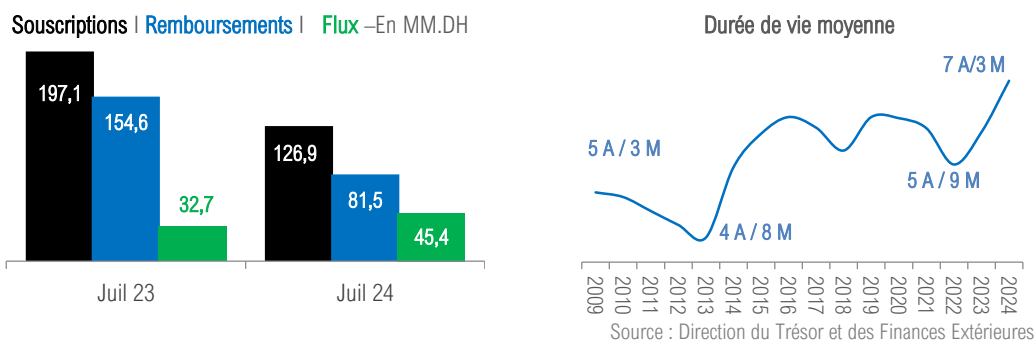
DETTE : BAISSE DES SOUSCRIPTIONS SUR LE MAVT

Au terme des sept premiers mois de l'année 2024, les souscriptions sur le marché des adjudications des valeurs du Trésor (MAVT) se sont établies à 127 MM.DH, en baisse de -70,2 MM.DH ou -35,6% par rapport à fin juillet 2023. Cette diminution recouvre, d'une part, un recul du volume souscrit au titre des maturités courtes de -90,6 MM.DH ou -72% pour se limiter à 35,5 MM.DH et, d'autre part, des progressions des souscriptions au titre des maturités à moyen terme de 3,6 MM.DH ou de +25% et des maturités à long terme de +17 MM.DH ou +30% pour atteindre +73,4 MM.DH.

Compte tenu de la baisse de -73,1 MM.DH ou -47,3% des remboursements qui sont revenus à 81,4 MM.DH et des autres éléments de la dette intérieure, l'encours de cette dernière s'est établi à 806,6 MM.DH à fin juillet 2024, en hausse de +43,6 MM.DH ou +5,7% par rapport à fin décembre 2023 contre +44,1 MM.DH ou +6,1% un an auparavant.

Hausse de la durée de vie de la dette intérieure du Trésor

Au terme des six premiers mois de l'année 2024, la durée de vie moyenne de la dette intérieure s'est inscrite en hausse pour ressortir à 7 ans et 3 mois, soit une progression de 11 mois par rapport au niveau enregistré une année auparavant.

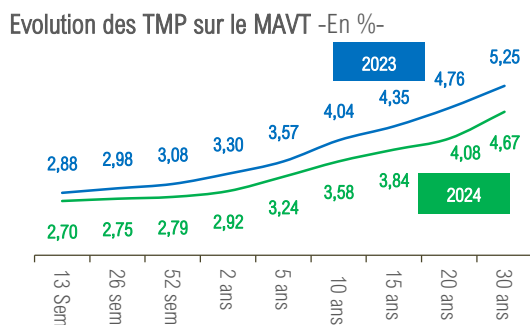


Baisse des taux suite à la suspension du cycle du resserrement des conditions de financement du Trésor

La tendance haussière des taux appliqués sur le marché primaire des Bons du Trésor (BdT), observée tout au long de l'année 2023, s'est inversée au cours des sept premiers mois de l'année 2024. En effet, par rapport aux derniers taux adjudugés en 2023, les taux appliqués sur les maturités courtes se sont repliés de -18,1 pbs pour les BdT à 13 semaines, de -23 pbs pour les BdT à 26 semaines et de -28,6 pbs pour les BdT à 52 semaines. Pour les maturités à moyen et long termes, les diminutions enregistrées ont atteint -38,4 pbs pour les BdT à 2 ans, -33,9 pbs pour les BdT à 5 ans, -46,7 pbs pour les BdT à 10 ans, -51,5 pbs pour les BdT à 15 ans, -67,5 pbs pour les BdT à 20 ans et -57,3 pbs pour les BdT à 30 ans.

Poursuite de la gestion active de la dette intérieure

En matière de gestion active de la dette intérieure et en vue de réajuster son profil, le Trésor a procédé à des opérations d'échange de bons portant sur un montant global de 34,6 MM.DH à fin juillet 2024 contre 47 MM.DH à fin juillet 2023.



Echanges de BdT-En M.DH-

Maturités	Echanges	
	Remboursés	Emis
52 semaines	4 025,0	-
2 ans	6 832,6	-
5 ans	14 288,2	4 582,5
10 ans	7 726,5	7 773,9
15 ans	-	3 692,5
20 ans	1 743,4	2 441,2
30 ans	0,0	14 856,2
Total	11 624,2	10 740,6

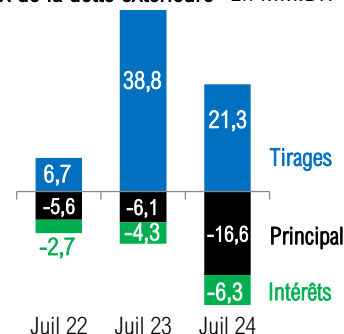
Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Baisse des tirages de la dette extérieure du Trésor

La situation des emprunts extérieurs du Trésor a dégagé un flux net positif (tirages - amortissements) de +4,7 MM.DH à fin juillet 2024 contre +32,7 MM.DH durant la même période un an auparavant. Dans cette évolution, les tirages se sont établis à 21,3 MM.DH contre 38,8 MMDH, soit une baisse de -17,5 MM.DH ou -45,1%.

En revanche, les remboursements ont affiché une augmentation de +12,5 MM.DH ou 120,2%, pour ressortir à 22,9 MM.DH à fin juillet 2024. Ainsi, le stock de la dette extérieure du Trésor s'est établi à 259,1 MM.DH, en hausse de +5,5 MM.DH ou +2,2% par rapport à fin décembre 2023 contre +20,4 MM.DH ou +9% un an auparavant.

Flux de la dette extérieure -En MM.DH-



Source : Direction du Trésor et des Finances Extérieures

Globalement, la dette du Trésor a atteint 1 065,7 MM.DH à fin juillet 2024, en hausse de +49 MM.DH ou +4,8% par rapport à fin 2023 contre une hausse de +64,5 MM.DH ou +6,8% enregistrée au terme de la même période de l'année précédente. Il est à noter que la structure de cette dette reste dominée par sa composante intérieure avec une part de 75,7% alors que la dette extérieure représente 24,3% de l'encours global de la dette.

MONNAIE & CREDIT : Accélération de la progression de la masse monétaire

Durant les six premiers mois de l'année 2024, l'agrégat M3 s'est accéléré de +61,5 MM.DH ou +3,5% contre +46,4 MM.DH ou +2,8% un an auparavant, pour s'établir à 1 812,3 MM.DH. Cette création monétaire recouvre les éléments suivants :

- ▲ **Circulation fiduciaire (CF) :** Ralentissement de son rythme d'accroissement à +26,8 MM.DH ou +6,8% contre +33 MM.DH ou +9,3% ;
- ▲ **Monnaie scripturale :** Hausse de +27,9 MM.DH ou +3,1% contre +21,4 MM.DH ou +2,5%, recouvrant essentiellement une accélération des dépôts à vue auprès des banques de +26,7 MM.DH ou +3,3% contre +20,3 MM.DH ou +2,7% ;
- ▲ **Comptes d'épargne auprès des banques :** Accélération à +4,4 MM.DH ou +2,4% contre +1 MM.DH ou +0,6%, reflétant l'attractivité de ces placements suite aux avantages qu'ils présentent en termes de sécurité et de liquidité ;
- ▲ **Autres actifs monétaires :** Rebond de +2,4 MM.DH ou +0,9% contre -9 MM.DH ou -2,9%, recouvrant une sensible reprise des dépôts en devises (+3,8 MM.DH ou +9,2% contre -5,1 MM.DH ou -10,6%) et des autres dépôts (+1,5 MM.DH ou +23,8% contre -4,4 MM.DH ou -45,9%) et un ralentissement de la hausse des titres OPCVM monétaires (+4,1 MM.DH ou +5,4% contre +12,6 MM.DH ou +15,2%). Pour leur part, les valeurs données en pension ont baissé de -6,9 MM.DH ou -74,3% contre -4,1 MM.DH ou -44,9%.

La création monétaire constatée au cours du S1-24 reflète les évolutions suivantes :

- ▲ **Créances sur l'économie :** Hausse de +7,6 MM.DH ou +0,6% contre +23,7 MM.DH ou +1,9% ;
- ▲ **Créances nettes des institutions de dépôt sur l'administration centrale :** Accélération de +39,1 MM.DH ou +12,3% contre +2,9 MM.DH ou +0,9%, attribuée essentiellement à la très forte reprise des créances nettes des AID sur l'AC (+36,9 MM.DH ou +12% contre -5,1 MM.DH ou -1,6%). En effet, le portefeuille des bons du Trésor détenus par les banques et les OPCVM monétaires a marqué une accélération à +22,6 MM.DH ou +8,6% contre +11,4 MM.DH ou +4,3% un an auparavant, tandis que les créances nettes de BAM sur l'Etat ont accusé un ralentissement (+2,2 MM.DH ou +21,5% contre +7,9 MM.DH ou +42,7%), en lien avec l'arrivée à échéance des opérations d'achat de Bons du Trésor par BAM sur le marché secondaire ;
- ▲ **Créances nettes des institutions de dépôt sur les non-résidents :** Accélération de +29,4 MM.DH ou +8,4% contre +9,7 MM.DH ou +3,1%. De leur côté, les avoirs officiels de réserve ont progressé de +6,7 MM.DH ou +1,9% contre +8,5 MM.DH ou +2,5% un an auparavant.

Recul du crédit bancaire au secteur non financier

La hausse des créances sur l'économie constatée durant le S1-24 recouvre, d'une part, une contraction du crédit bancaire (-4,4 MM.DH ou -0,4% contre +17,3 MM.DH ou +1,6% un an auparavant) et, de l'autre, une progression des titres, particulièrement, ceux détenus par les banques (+11,2 MM.DH ou +6,8% contre +7,1 MM.DH ou

+4,7%). Compte non tenu des crédits à caractère financier, composés principalement de ceux accordés aux OPCVM autres que monétaires, qui ont reculé de -2,5 MM.DH ou -1,5% contre +4,9 MM.DH ou +3,4%, le flux du crédit bancaire ressort à -1,9 MM.DH ou -0,2% contre +12,3 MM.DH ou +1,4% un an auparavant.

Par secteur institutionnel :

- ▲ **Secteur privé** : +2,4 MM.DH ou +0,3% contre +2,9 MM.DH ou +0,4%, reflétant, d'une part, une accentuation du rythme de la baisse des crédits destinés aux sociétés non financières (SNF) privées à -7,3 MM.DH ou -1,7% contre -3,3 MM.DH ou -0,7% et, de l'autre, un ralentissement des concours alloués aux ménages à +3,5 MM.DH ou +0,9% contre +5,9 MM.DH ou +1,6% ;
- ▼ **SNF publiques** : -6,7 MM.DH ou -8,7% contre +5,8 MM.DH ou +9,6% ;
- ▲ **Autres sociétés financières** : +725 M.DH ou +0,4% contre +8,9 MM.DH ou +5,9%.

Par objet économique :

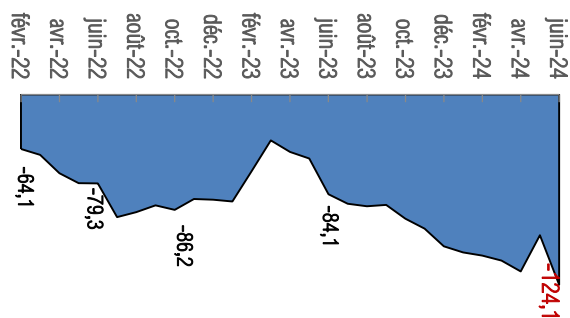
- ▼ **Facilités de trésorerie** : -9,8 MM.DH ou -3,8% contre -7,5 MM.DH ou -2,8% traduisant, d'un côté, un ralentissement du recul des prêts destinés aux SNF privées (-3,3 MM.DH ou -1,7% contre -9,3 MM.DH ou -4,4%) et, de l'autre, des replis des concours consentis aux SNF publiques (-3,6 MM.DH ou -11,4% contre -2 M.DH ou -0,01%) et aux ménages (-2,8 MM.DH ou -10,4% contre +634 M.DH ou +2,5%) ;
- ▲ **Crédits à l'équipement** +7 MM.DH ou +3,5% contre +7,5 MM.DH ou +4,2% ;
- ▲ **Crédits immobiliers** : +3,7 MM.DH ou +1,2% contre +3,1 MM.DH ou +1% un an auparavant, sous l'effet de la reprise des crédits destinés à la promotion immobilière de +2,2 MM.DH ou +4,1% contre -1,1 MM.DH ou -2,1%, en lien avec le lancement du programme d'aide au logement. De leur côté, les concours alloués à l'habitat ont ralenti à +1,3 MM.DH ou +0,5% contre +2,8 MM.DH ou +1,2% (dont +1,5 MM.DH ou +6,8% au titre du financement participatif contre +1,4 MM.DH ou +7,4%) ;
- ▲ **Crédits à la consommation** : +729 M.DH ou +1,3% contre +696 M.DH ou +1,2% ;
- ▲ **Créances en souffrance (CES)** : +1,4 MM.DH ou +1,5% contre +3,5 MM.DH ou +3,9% un an auparavant, pour se chiffrer à 95,5 MM.DH. Cette évolution recouvre une hausse des CES des ménages (+1,8 MM.DH ou +4,8% contre +1,0 MM.DH ou +2,8%) et une baisse des CES des SNF privées (-654 M.DH ou -1,2% contre +2,3 MM.DH ou +4,5%). En conséquence, le taux de défaut est passé à 8,6% contre 8,4% en décembre 2023.

Creusement du besoin de trésoreries bancaires

Le déficit de liquidité s'est creusé de +22 MM.DH en juin après un allègement de -16 MM.DH un mois auparavant pour s'établir à 124,1 MM.DH en moyenne traduisant, notamment, l'effet restrictif exercé par la hausse de la monnaie fiduciaire (+12,8 MM.DH ou +3,1%), en lien avec la période de l'Aid Al-Adha et la saison estivale.

Dans ces conditions, BAM a augmenté le volume de ses interventions sur le marché monétaire de +18,2 MM.DH d'un mois à l'autre, le ramenant à 136,1 MM.DH.

Liquidité bancaire - Moyenne fins de semaines en MM.DH-



Source : Bank Al-Maghreb

Ce montant, qui a largement couvert les besoins de trésorerie bancaires, a été servi à hauteur de :

- 38% par les avances à 7 jours sur appel d'offres : 51,7 MM.DH en moyenne du mois de juin contre 33,5 MM.DH le mois précédent ;
- 24,2% par les prêts garantis au titre du programme de soutien au financement de la TPME : 32,9 MM.DH en moyenne contre 32,7 MM.DH ;
- 37,8% par les opérations de pension livrée : 51,5 MM.DH contre 51,6 MM.DH.

Evolution contrastée des taux d'intérêts

- ▼ **TMP INTERBANCAIRE AU JOUR LE JOUR** : Baisse à 2,96% en moyenne au mois de juin contre 3% un mois auparavant, suite à la réduction du taux directeur d'un quart de point à 2,75%, décidée lors du conseil de BAM du 25 juin 2024 ;
- ▲ **TAUX CREDITEURS** : Hausse des TMP des dépôts à 6 mois et à 12 mois en juin de 17 pbs et 15 pbs par rapport à décembre 2023 et de 26 pbs et 17 pbs par rapport au mois de mai, pour atteindre 2,77% et 3,20% respectivement ;
- ▲ **TAUX DEBITEURS** : Progression du taux moyen global de 3 pbs au T2-24 par rapport au trimestre précédent pour atteindre 5,43%, après une hausse de +4 pbs au T1-24, traduisant la normalisation graduelle des taux. En conséquence, la hausse cumulée du taux débiteur global depuis le début du cycle de resserrement monétaire au T3-22 a été portée à 119 pbs. L'évolution des taux débiteurs au T2-24 par rapport au trimestre précédent se présente comme suit :
 - **Par objet économique**, les taux assortissant les crédits de trésorerie et immobiliers ont augmenté de +6 pbs à 5,39% et de +25 pbs à 5,30%, respectivement, alors que ceux appliqués à l'équipement et à la consommation ont accusé des baisses de -11 pbs à 5,02% et de -19 pbs à 7,03% ;
 - **Par secteur institutionnel**, le taux appliqué aux crédits alloués aux SNF privées a augmenté de +7 pbs pour s'établir à 5,45%, reflétant une hausse de +18 pbs à 5,34% pour les Grandes entreprises (GE) et une baisse de -17 pbs à 5,68% pour les TPME. Pour sa part, le taux appliqué aux crédits aux particuliers a baissé de -20 pbs à 5,89% d'un trimestre à l'autre.

BOURSE : Nette reprise des indices boursiers marocains

Au titre du mois de juillet, la bourse de Casablanca a renoué avec la hausse, comme en témoigne l'accroissement mensuelle des deux indices du MASI et du MASI20, de +5,1% et +5,6% respectivement, portant ainsi leurs performances constatées depuis le début de l'année à +15,6% et +14,6%.

Pour sa part, le volume global des transactions a affiché une amélioration notable de +20,4 MM.DH ou +76,9% durant les sept premiers mois de l'année par rapport à la même période de l'année précédente, pour culminer à 47,0 MM.DH. Cette évolution est liée à la sensible hausse des transactions effectuées aussi bien sur le marché de bloc (+7,4 MM.DH) que sur le marché central (+16,3 MM.DH).

De son côté, la capitalisation boursière s'est appréciée de +99,3 MM.DH ou +15,9% par rapport à fin 2023, pour atteindre 724,9 MM.DH en juillet 2024. Par secteur d'activité, cette augmentation a particulièrement concerné l'industrie (+20,2%), les banques (+16%) et les assurances (+10,3%).

PRIX : Baisse persistante de l'inflation

Le taux de l'inflation a affiché une décélération à +1,3% en GA en juillet 2024 après +4,9% en juillet 2023. Cette évolution résulte de l'augmentation de +0,5% des prix des produits alimentaires contre +11,7% un an auparavant et de +1,8% de ceux des produits non alimentaires contre +0,4% un an auparavant.

Ainsi, et en moyenne des sept premiers mois de l'année 2024, le taux d'inflation a été contenu à +1%, son plus bas niveau depuis juin 2021, après +7,4% au cours de la même période de l'année 2023. Cette évolution provient de la forte décélération des prix des produits alimentaires (+0,6% au lieu de +15,5%) et, dans une moindre mesure, des prix des produits non alimentaires (+1,4% après +2%).

L'augmentation des prix alimentaires provient à hauteur de :

- 172% de la progression de +5,7% des prix de la branche «Viande», qui représente 19,1% de l'indice des prix des produits alimentaires. Les principales sous divisions ayant contribué à cette hausse sont, notamment, « les viandes fraîches » (+7,8% avec une contribution de 139%) et, dans une moindre mesure, « les volailles et lapins » (+2,7% avec une contribution de 31,2%) ;
- 58% de l'augmentation de +2,9% des prix de la branche «Huiles et graisses», qui représente 10,9% de l'indice des prix des produits alimentaires. La principale sous division ayant contribué à cette hausse est, notamment, « les huiles » (+3,4% avec une contribution de 58,3%) ;

- 49,7% de la hausse de +7,2% des prix de la branche « poisson et fruits de mer », qui représente 4,9% de l'indice des prix des produits alimentaires. La principale sous division ayant contribué à cette hausse est, notamment, « les poissons frais » (+7,5% avec une contribution de 48,5%).

Ces hausses ont été compensées par la baisse principalement de :

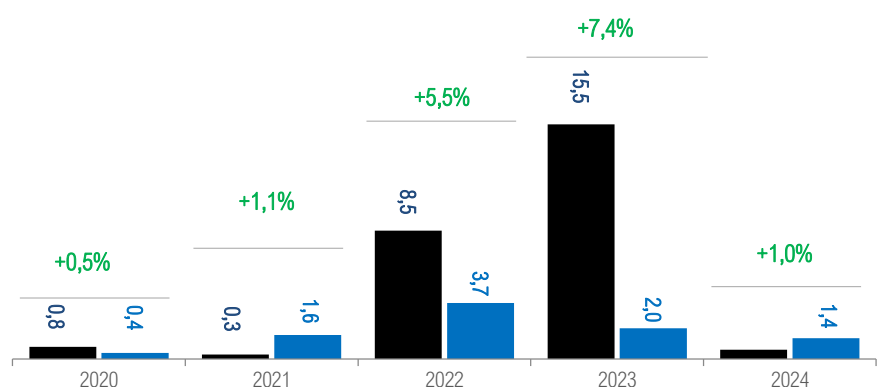
- -10% des prix des « légumes », qui représentent 12,3% de l'indice des prix des produits alimentaires, avec une contribution négative de -224% ;
- -1% des prix du « pain et céréales », qui représente 18,1% de l'indice des prix des produits alimentaires, avec une contribution négative de -28% ;
- -0,6% des prix des « fruits », qui représentent 7,9% de l'indice des prix des produits alimentaires, avec une contribution négative de -8,7%.

S'agissant des prix non alimentaires, leur hausse provient à hauteur de :

- 27,8% de l'augmentation de +1,6% des prix de la branche « Logement, eau, gaz, électricité », qui représente 23,9% de l'indice des prix des produits non alimentaires. Les principales sous divisions ayant contribué à cette hausse sont, notamment, « électricité, gaz » (+2,3% avec une contribution de 15,9%) et « entretien et réparation de logement » (+2,3% avec une contribution de 5,6%) ;
- 20,9% de l'augmentation de +1,5% des prix de la branche « Transports », qui représente 16,5% de l'indice des prix des produits non alimentaires. Les principales sous divisions ayant contribué à cette hausse sont, notamment, les « dépenses d'utilisation de véhicules » (+2,2% avec une contribution de 14,9%) et « l'achat de véhicules » (+2,3% avec une contribution de 7,4%) ;
- 15,7% de l'augmentation de +2,1% des prix de la branche « Enseignement », qui représente 9,2% de l'indice des prix des produits non alimentaires. La principale sous division ayant contribué à cette hausse est, notamment, « l'enseignement préélémentaire et primaire » (+2,6% avec une contribution de 8,1%) ;
- 6,5% de l'augmentation de +3,4% des prix de la branche « restaurants et hôtels », qui représente 2,4% de l'indice des prix des produits non alimentaires. La principale sous division ayant contribué à cette hausse est, notamment, « les services de restauration » (+4% avec une contribution de 6,5%) ;

De son côté, l'inflation sous-jacente a enregistré une hausse de +2,1% au cours du mois de juillet 2024 contre +5,4% en juillet 2023.

Taux d'inflation : Alimentaire / Non Alimentaire - Moyenne 7 mois en % -



Source : Haut-commissariat au Plan

Augmentation des transactions des actifs immobiliers

Au T2-24, les prix des actifs immobiliers ont accusé un repli de -0,4% par rapport au T2-23. Cette évolution recouvre, d'une part, des baisses de -0,6% des prix des actifs résidentiels et des prix des terrains et, d'autre part, une hausse de +0,4% des prix des biens à usage professionnel.

De son côté, le volume de transactions a enregistré une augmentation de +12,1% au T2-24 par rapport au T2-23. Cette hausse a été relevée au niveau des ventes des terrains (+25,6%) et des actifs résidentiels (+11,1%). Toutefois, les ventes des biens à usage professionnel ont affiché une diminution de -2,3%.

ACTIVITE ET EMPLOI : Poursuite de la hausse du taux de chômage

Entre le T2-23 et le T2-24, le taux d'activité a enregistré une baisse de -0,6 point au niveau national pour revenir à 44,2%, sous l'effet d'une hausse de la population en âge d'activité (+1,4%), plus importante que celle de la population active (+0,1%). Ce taux a ainsi reculé de -0,8 point pour les hommes à 69% et de -0,4 point pour les femmes à 20,1%. Selon le milieu de résidence, le taux d'activité a diminué de -1,2 point en milieu rural à 48% et de -0,3 point en milieu urbain à 42,3%.

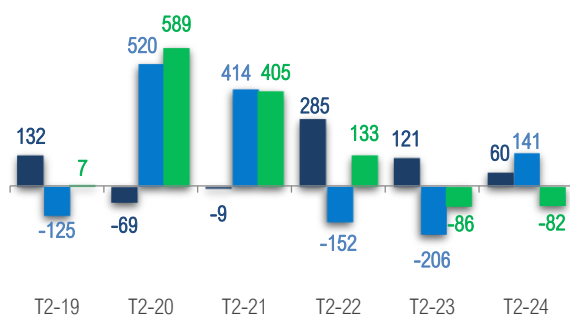
De son côté, le taux d'emploi a reculé de -0,9 point pour s'établir à 38,4% au niveau national, suite à un repli de -1,6 point en zones rurales à 44,8% et de -0,4 point en zones urbaines à 35,3%. Il a également reculé parmi les hommes de -1,2 point à 61,0% et parmi les femmes de -0,5 point à 16,5%. Ainsi, l'économie nationale a enregistré la perte de 82 mille postes, recouvrant une création de 60 mille postes dans les villes et une destruction de 141 mille dans les campagnes.

Par type d'emploi, 45 mille emplois rémunérés ont été créés au niveau national, suite à la création de 63 mille postes en milieu urbain et une perte de 18 mille en milieu rural. L'emploi non rémunéré a affiché, de son côté, une perte de 126 mille postes, résultat d'une destruction de 123 mille en zone rurales et de 4 mille en zones urbaines.

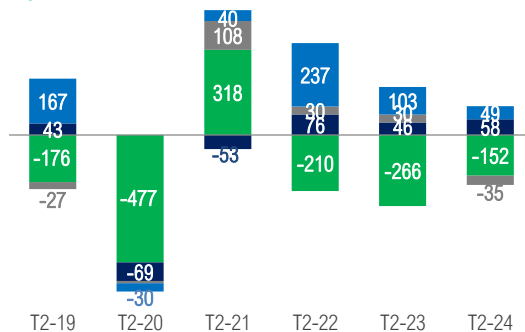
Au niveau sectoriel, le secteur de « l'agriculture, forêt et pêche » a connu la destruction de 152 mille postes d'emploi, ce qui correspond à une baisse de -5% de son volume d'emploi. De même, le secteur des « BTP » a perdu 35 mille postes d'emploi, soit une baisse de -3% de son volume d'emploi.

Par ailleurs, le volume d'emploi a augmenté de +1% pour le secteur des services avec la création de 49 mille postes, et de +4% pour le secteur de « l'industrie y compris l'artisanat » avec la création de 58 mille postes.

Création nette d'emplois - En milliers –
Selon le milieu de résidence **Urbain** | **Rural** | **Total**



Par secteur d'activité économique
Agriculture | **Industrie** | **BTP** | **Services**



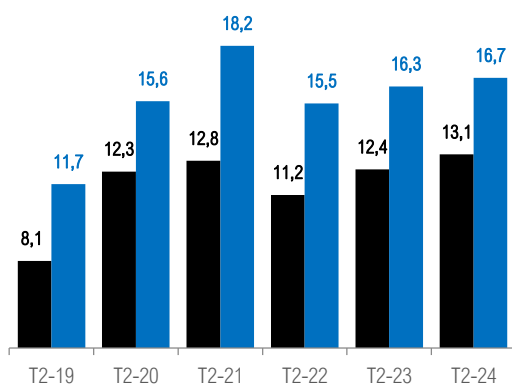
Source : Haut-commissariat au Plan

Pour ce qui est de la population active en chômage, le nombre de chômeurs a augmenté de 90 mille personnes ou +5,8% entre le T2-23 et le T2-24 pour atteindre 1.633 mille. Ainsi, le taux de chômage a progressé de +0,7 point pour s'établir à 13,1% au niveau national.

Selon le milieu de résidence, ce taux s'est accru de +0,4 point en milieu urbain à 16,7%, résultat d'une hausse du chômage notamment parmi les jeunes âgés entre 15 et 24 ans (+2,7 points à 48,8%), ceux âgés entre 25 et 34 ans (+0,8 point à 26,6%) et les diplômés (+0,2 point à 21%).

En milieu rural, le taux de chômage a affiché une augmentation de +1 point à 6,7%, induite par la hausse du chômage notamment parmi les jeunes âgés entre 25 et 34 ans (+3,1 points à 10%), ceux âgés entre 15 et 24 ans (+1,8 point à 20,2%) et les diplômés (+0,6 point à 13,7%).

Taux de chômage : **National** | **Urbain** - En % -



Source : Haut-commissariat au Plan

S'agissant de la population active occupée en situation de sous-emploi, elle s'est accrue de 59 mille pour atteindre 1.042 mille personnes. Le taux de sous-emploi a ainsi progressé de +0,6 point à 9,6% au niveau national, résultat d'une hausse de +1,7 point dans les campagnes à 11,6% et d'une baisse de -0,1 point dans les villes à 8,3%.

ANNEXES STATISTIQUES

An 1 : PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

SECTEUR REEL	Jun 22	Jun 23	Jun 24	Jun 23/22		Jun 24/23	
PECHE							
Produits de la pêche côtière (Tonnes)	414 045	522 879	469 715	108 834	26,3%	-53 164	-10,2%
Produits de la pêche côtière (M.DH)	3 642 740	4 989 352	4 809 095	1 346 612	37,0%	-180 257	-3,6%
MINES (en 1000 tonnes) (Mai)							
Phosphates	13 073	10 045	13 129	-3 028	-23,2%	3 084	30,7%
Dérivés de Phosphate	7 391	6 158	7 897	-1 233	-16,7%	1 739	28,2%
ENERGIE (GWH)							
Consommation d'électricité	18 814	19 587	19 544	773	4,1%	-43,3	-0,2%
Energie totale appelée	24 396,1	25 134	25 934,4	738	3%	800,4	3,2%
INDUSTRIE							
Taux d'utilisation des capacités de production	71,8%	73,0%	77,8%	1,2	pts	4,8	pt
B.T.P (Juillet)							
Ventes de ciment (1000 T)	7 136,8	6 987,3	7 465,2	-149,4	-2,1%	477,9	6,8%
TOURISME							
Total des arrivées (en millier)	2 254 000	5 165 597	5 937 939	2 911 597	129,2%	772 342	15,0%
Nuitées touristiques	4 633 903	9 641 039	10 437 608	5 007 136	108,1%	796 569	8,3%
MONNAIE ET CREDIT (M.DH)				Jun 23/ Déc 22		Jun 24/ Déc 23	
Monnaie fiduciaire	333 184	387 753	420 279	33 020	9,3%	26 827	6,8%
Monnaie scripturale	788 810	863 011	920 329	21 404	2,5%	27 906	3,1%
Placements à vue	175 968	180 324	186 945	1 047	3,7%	4 401	2,4%
Autres actifs monétaires	311 211	300 408	284 777	-9 039	-2,9%	2 408	0,9%
Masse monétaire M3	1 609 173	1 731 496	1 812 330	46 432	2,8%	61 542	3,5%
Créances nettes des ID sur les non-résidents	309 240	327 340	381 034	9 741	3,1%	29 449	8,4%
Créances sur l'économie	1 226 900	1 283 237	1 332 842	23 731	1,9%	7 574	0,6%
dont Crédits bancaires à l'économie	984 655	1 076 294	1 110 500	17 260	1,6%	-4 414	-0,4%
FINANCES PUBLIQUES (M.DH)	Juillet 22	Juillet 23	Juillet 24	Juillet 23/22		Juillet 24/23	
Recettes ordinaires	172 243	182 326	198 106	10 083	6%	172 243	182 326
Recettes fiscales	149 621	156 058	174 107	6 437	4,3%	149 621	156 058
Impôt sur les sociétés	36 959	37 128	42 153	169	0,5%	36 959	37 128
Impôt sur le revenu	29 464	31 304	35 034	1 840	6,2%	29 464	31 304
Taxe sur la valeur ajoutée	45 010	46 150	51 593	1 140	2,5%	45 010	46 150
Taxes intérieures à la consommation	17 617	17 937	19 628	320	2%	17 617	17 937
Droits de douane	8 012	8 959	10 551,7	947	12%	8 012	8 959
Enregistrement et timbre	11 147	12 595	12 784	1 448	13%	11 147	12 595
Dépenses ordinaires	172 864	172 398	188 712	-466	-0,3%	172 864	172 398
Personnel	86 139	88 712	93 324	2 573	3%	86 139	88 712
Autres biens et services	40 070	43 585	56 620,7	3 515	9%	40 070	43 585
Intérêts de la dette	20 346	22 259	22 366	1 913	9,4%	20 346	22 259
Compensation	26 309	17 842	16 402	-8 467	-32,2%	26 309	17 842
Solde ordinaire	-621	9 928	9 393	10 549	1698,7%	-621	9 928
Dépenses de capital	44 105	53 598	57 288	9 493	21,5%	44 105	53 598
Solde global	-25 500	-29 285	-40 108	-3 785	15%	-25 500	-29 285
DETTE DU TRESOR (MM.DH)	Juillet 23	Déc 23	Juillet 24	Juillet 23/ Déc 22		Juillet 24/ Déc 23	
Dettes totales du Trésor	1 016,3	1 016,7	1 065,7	64,3	6,7%	1 016,3	1 016,7
Dettes extérieures	249,3	253,6	259,1	20,3	9%	249,3	253,6
Dettes intérieures	767	763,0	806,6	44	6%	767	763,0
ECHANGES EXTERIEURS (M.DH)	Jun 22	Jun 23	Jun 24	Jun 23/22		Jun 24/23	
Importations	365 444	358 576	365 877	-6 868	-1,9%	7 302	2,0%
Facture énergétique	71 513	60 588	57 435	-10 925	-15,3%	-3 152	-5,2%
Facture alimentaire	46 042	45 699	45 289	-343	-0,7%	-409	-0,9%
Hors énergie et alimentaire	247 889	252 289	263 153	4 400	1,8%	10 863	4,3%
Exportations	217 127	219 758	226 439	2 632	1,2%	6 680	3,0%
Phosphates et dérivés	56 578	35 874	38 570	-20 704	-36,6%	2 695	7,5%
Hors Phosphates et dérivés	160 549	183 884	187 869	23 335	14,5%	3 985	2,2%
Automobiles	52 831	73 913	80 540	21 082	39,9%	6 627	9,0%
Textile et cuir	22 256	25 267	23 441	3 011	13,5%	-1 826	-7,2%
Électronique et électricité	8 719	9 050	8 650	331	3,8%	-400	-4,4%
Aéronautique	11 035	11 131	12 972	96	0,9%	1 841	16,5%
Déficit commercial	-148 317	-138 817	-139 439	9 500	-6,4%	-621	0,4%
Taux de couverture	59,4	61,3	61,9	1,9		0,6	
Recettes Voyages	27 298	47 914	49 017	20 616	75,5%	1 103	2,3%
Recettes M.R.E	47 043	55 697	56 727	8 654	18,4%	1 030	1,8%
Recettes IDE	21 565	17 112	18 586	-4 453	-20,6%	1 474	8,6%

An 2 : PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS (suite) - Source : HCP-

EMPLOI ET CHÔMAGE		T2-22	T2-23	T2-24
Création d'emploi		+133 000	-86 000	-82 000
Taux de chômage		11,2	12,4	13,1
Milieu urbain		15,5	16,3	16,7
Chômage des jeunes (25-34 ans)		24,7	25,8	26,6
Chômage des diplômés		20,1	20,8	21,0
PRIX		juil 22	juil 23	juil 24
Inflation	moyenne Jan ...	5,5%	7,4%	1,0%
dont Produits alimentaires		8,5%	15,5%	0,6%
Produits non alimentaires		3,7%	2,0%	1,4%

An 3 : CONJONCTURE INTERNATIONALE - Source : FMI /EUROSTAT /Bloomberg / BCE / BAM –

PRODUIT INTERIEUR BRUT -en %								
Pays	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024*
Etats-Unis	2,2	2,9	2,2	-3,4	5,9	1,9	2,5	2,6
Japon	1,7	0,6	0,0	-4,5	2,2	1,0	1,9	0,7
Zone Euro	2,4	1,9	1,3	-6,3	5,9	3,4	0,5	0,9
France	2,4	1,8	1,8	-7,9	6,4	2,6	1,1	0,9
Allemagne	2,7	1,0	0,6	-4,6	2,6	1,8	-0,2	0,2
Italie	1,7	0,9	0,3	-9,0	7,0	4,0	0,9	0,7
Espagne	3,0	2,3	2,0	-10,8	5,5	5,8	2,5	2,4
Pays en développement	4,8	4,7	3,7	-2,0	6,8	4,1	4,4	4,3
Pays	Par rapport au trimestre précédent -en %-				Par rapport au même trimestre de l'année n-1 -en %-			
	T3-23	T4-23	T1-24	T2-24	T3-23	T4-23	T1-24	T2-24
Etats-Unis	4,9	3,4	1,4	2,8	2,9	3,1	2,9	3,1
Zone Euro	0,0	0,0	0,3	0,3	0,1	0,2	0,5	0,6
France	0,1	0,4	0,3	0,3	0,9	1,3	1,5	1,1
Allemagne	0,2	-0,4	0,2	-0,1	-0,3	-0,2	-0,1	-0,1
Italie	0,3	0,1	0,3	0,2	0,6	0,7	0,6	0,9
Espagne	0,5	0,7	0,8	0,8	1,9	2,2	2,6	2,9
Pays	TAUX D'INFLATION -en %, Glissement annuel-				TAUX DE CHOMAGE -en %			
	Déc 22	Déc 23	Juin 24	Juil 24	Déc 22	Déc 23	Juin 24	Juil 24
Etats-Unis	6,1	3,4	3,0	2,9	3,5	3,7	4,1	4,3
Zone Euro	9,2	2,9	2,5	2,6	6,7	6,5	6,4	6,5
France	6,7	4,1	2,5	2,6	7,2	7,5	7,4	7,4
Allemagne	9,6	3,8	2,5	2,6	3,0	3,1	3,4	3,4
Espagne	5,5	3,3	3,6	2,9	13,0	11,9	11,6	11,5
MATIERES PREMIERES	Déc 22	Déc 23	Juin 24	Juil 24	Juil 24/Juin 24		Juil 24/Déc 23	
Pétrole (/bl)	81	77	83	85	3,3%		10,2%	
Gasoil NWE (\$/t)	917	791	771	777	0,8%		-1,7%	
Butane (\$/t)	575	591	499	0	9,9%		-7,2%	
Blé tendre Fr (\$/t)	333	247	248	238	-4,1%		-3,8%	
Blé tendre US (\$/t)	386	291	266	260	-2,0%		-10,6%	
Sucre brut Ny (\$/t)	472	527	454	456	0,3%		-13,6%	
Plomb (\$/t)	2216	2027	2221	2147	-3,3%		5,9%	
INDICES BOURSIERS	Déc 22	Déc 23	Mai 24	Juin 24	Juil 24/Juin 24		Juil 24/Déc 23	
NASDAQ	10839	14690	16536	17496	5,8%		19,1%	
S&P 498	3912	4685	5235	5415	3,4%		15,6%	
CAC38	6600	7514	8102	7740	-4,5%		3,0%	
MSCI Emerging Market	964	990	1076	1077	0,1%		8,8%	
TAUX DE CHANGE	Déc 22	Déc 23	Juin 24	Juil 24	Juil 24/Juin 24		Juil 24/Déc 23	
Euro/Dollar	1,130	1,058	1,077	1,085	0,7%		2,5%	
Euro/Dirham	10,460	11,132	10,708	10,708	0,0%		-3,8%	
Dollar/Dirham	9,254	10,518	9,946	9,873	-0,7%		-6,1%	

* Prévisions du FMI : Juillet 2024

An 4 : PIB AUX PRIX DE L'ANNEE PRECEDENTE PAR BRANCHE D'ACTIVITE en % - Source : HCP -

	2022				2023				2024
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1
Agriculture	-10,5%	-11,8%	-11,4%	-11,4%	2,1%	1,5%	0,9%	1,0%	-5,0%
Pêche	-6,5%	-22,7%	-32,6%	-21,3%	-4,8%	-4,5%	71,6%	-19,2%	10,0%
Industrie d'extraction	-18,7%	-21,3%	-23,6%	-28,3%	-12,1%	-9,6%	-3,3%	16,1%	17,7%
Industrie de transformation	-2,7%	2,2%	2,4%	0,5%	3,0%	-1,6%	1,8%	7,4%	2,1%
Distribution d'électricité, de gaz- et d'eau	-1,2%	-2,8%	-4,7%	-8,9%	-3,0%	0,8%	1,5%	3,6%	3,0%
Construction	-1,0%	-1,2%	-5,2%	-7,3%	-3,0%	-2,4%	0,9%	2,9%	2,5%
Commerce de gros et de détail	1,5%	0,5%	-2,0%	-2,3%	1,4%	0,9%	1,9%	1,8%	2,7%
Transports et entreposage	2,5%	7,3%	2,3%	3,8%	8,7%	6,9%	3,1%	5,3%	3,4%
Activités d'hébergement et de restauration	43,9%	72,6%	72,3%	78,4%	55,8%	32,8%	12,5%	8,2%	1,9%
Information et communication	5,0%	5,1%	5,1%	0,0%	3,1%	4,2%	2,5%	4,3%	1,3%
Activités financières et d'assurances	7,6%	9,8%	12,2%	11,2%	7,3%	3,1%	4,1%	5,5%	3,9%
Activités immobilières	0,4%	0,0%	-0,4%	0,1%	2,7%	3,2%	3,0%	3,3%	2,1%
Administration publique et défense	5,3%	6,1%	5,0%	3,5%	3,1%	3,3%	1,5%	1,0%	3,4%
Education, santé humaine	6,9%	7,2%	6,0%	6,0%	4,2%	4,8%	3,2%	1,5%	2,9%
impôts net subventions	-2,1%	3,6%	2,0%	1,3%	6,4%	4,6%	4,7%	6,0%	5,5%
PIB en volume	0,7%	2,4%	2,1%	1,0%	3,9%	2,5%	3,0%	4,2%	2,5%
PIB en valeur	2,2%	4,8%	5,8%	4,1%	11,6%	9,8%	10,2%	8,4%	3,8%
PIB hors agriculture	2,1%	4,3%	3,7%	2,5%	4,1%	2,6%	3,2%	4,5%	3,5%

An 5 : INDICATEURS DU CHÔMAGE ET D'EMPLOI - Source : HCP -

	T2						24/23		
	2023			2024			Urbain	Rural	Ens.
	Urbain	Rural	Ens.	Urbain	Rural	Ens.			
POPULATION (en millier)									
Population active (15 et plus)	7 858	4 624	12 482	7 966	4 524	12 490	108	-100	8
Taux de féminisation de la population active	23,4	22,9	23,2	23,5	22,0	23,0	0,1	-0,9	-0,2
Taux d'activité	42,6	49,2	44,8	42,3	48,0	44,2	-0,3	-1,2	-0,6
Selon le sexe									
Hommes	67,3	74,5	69,8	66,8	73,3	69,0	-0,5	-1,2	-0,8
Femmes	19,3	23,0	20,5	19,3	21,6	20,1	0,0	-1,4	-0,4
Selon l'âge									
11 -24 ans	20,9	26,0	22,9	21,0	25,4	22,8	0,1	-0,6	-0,1
21 -34 ans	60,9	61,5	61,1	60,4	60,1	60,3	-0,5	-1,4	-0,8
31 -44 ans	57,6	64,3	59,7	57,9	63,9	59,7	0,3	-0,4	0,0
41 ans et plus	35,9	51,5	41,0	35,3	49,8	40,0	-0,6	-1,7	-1,0
Selon le diplôme									
Sans diplôme	35,0	51,9	42,7	34,4	50,3	41,6	-0,6	-1,6	-1,1
Ayant un diplôme	47,6	44,1	46,8	47,4	43,9	46,6	-0,2	-0,2	-0,2
Population active occupée	6579	4360	10939	6638	4219	10858	59	-141	-81
Taux d'emploi	35,7	46,4	39,3	35,3	44,8	38,4	-0,4	-1,6	-0,9
Part de l'emploi rémunéré dans l'emploi total	97,6	72,7	87,7	97,7	74,7	88,8	0,1	2,0	1,1
Salariés	72,6	49,3	64,9	71,3	52,5	65,1	-1,3	3,2	0,2
Auto-employés	27,4	50,7	35,1	28,7	47,5	34,9	1,3	-3,2	-0,2
Population active occupée sous employée	549	434	983	552	490	1042	3	56	59
Taux de sous-emploi	8,4	9,9	9,0	8,3	11,6	9,6	-0,1	1,7	0,6
Population active en chômage	1280	263	1543	1328	305	1633	48	42	90
Taux de féminisation	34,9	17,6	31,9	34,5	16,6	31,2	-0,4	-1,0	-0,7
Taux de chômage	16,3	5,7	12,4	16,7	6,7	13,1	0,4	1,0	0,7
Selon le sexe									
Hommes	13,8	6,1	11,0	14,3	7,2	11,7	0,5	1,1	0,7
Femmes	24,3	4,4	17,0	24,4	5,1	17,7	0,1	0,7	0,7
Selon l'âge									
15-24 ans	46,1	18,4	33,6	48,8	20,2	36,1	2,7	1,8	2,5
25-34 ans	25,8	6,9	19,8	26,6	10,0	21,4	0,8	3,1	1,6
35-44 ans	9,0	3,6	7,2	9,2	3,3	7,3	0,2	-0,3	0,1
45 ans et plus	4,8	1,9	3,6	4,6	2,3	3,7	-0,2	0,4	0,1
Selon le diplôme									
Sans diplôme	7,0	2,4	4,5	7,6	3,4	5,3	0,6	1,0	0,8
Ayant un diplôme	20,8	13,1	19,2	21,0	13,7	19,4	0,2	0,6	0,2

An 6 : PRODUITS DE LA PECHE COTIERE ET ARTISANALE - Source : Office National des Pêches -

Poids en Tonnes / Valeur en KDH	Juin 23		Juin 24		Variation	
	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur
Total Général	522 879	4 989 352	469 715	4 809 095	-10,2%	-3,6%
Débarquements par port						
Méditerranée	9 002	339 632	7 222	340 280	-19,8%	0,2%
Atlantique	513 877	4 649 720	462 493	4 468 815	-10,0%	-3,9%
Débarquements par espèce						
Poissons blancs	45 963	895 540	48 925	849 224	6,4%	-5,2%
Poissons pélagiques	431 428	1 547 705	378 849	1 446 205	-12,2%	-6,6%
Céphalopodes	30 527	2 259 559	32 141	2 296 191	5,3%	1,6%
Crustacés et coquillages	5 178	248 746	3 863	200 295	-25,4%	-19,5%
Algues	9 649	35 184	5 914	17 007	-38,7%	-51,7%

An 7 : PRODUCTION DE PHOSPHATES ET DE PRODUITS DERIVES - Source : OCP / Office des changes -

Production marchande en 1000 Tonnes	Mai 22	Mai 23	Mai 24	Mai 23/22		Mai 24/23	
Phosphates bruts	13 073	10 045	13 129	-3 028	-23,2%	3 084	30,7%
Dérivés de phosphate	7 391	6 158	7 897	-1 233	-16,7%	1 739	28,2%

An 8 : CONSOMMATION DU CIMENT - Source : Ministère de l'habitat et de la politique de la ville -

En 1000 Tonnes	Juil 22	Juil 23	Juil 24	Juil 23/22		Juil 24/23	
Consommation nationale	7 136,8	6 987,3	7 465,2	-149,4	-2,1%	477,9	6,8%

An 9 : PRODUCTION D'ELECTRICITE - Source : Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable -

	Juillet 22	Juillet 23	Juillet 24	Juillet 23/22		Juillet 24/23	
Énergie appelée nette (en GWh)	24 396	25 134	25 934	738	3,0%	800	3,2%
Production nette totale ONEE	6 008	5 436	5 256	-572	-9,5%	-180	-3,3%
Hydraulique	467	295	392	-172	-36,8%	97	32,9%
Thermique	5 026	4 694	4 329	-332	-6,6%	-365	-7,8%
Parc éolien	382	287	380	-95	-24,9%	93	32,4%
solaire (centrale d'Assa)	133	160	155	27	20,4%	-5	-3,4%
Pompage STEP	-317	-116	-276	201	-63,4%	-160	137,8%
Production concessionnelle	16 417	17 046	16 933	629	3,8%	-113	-0,7%
Apport des tiers	584	1 042	1 550	458	78,4%	508	48,8%
Auto producteurs	177,9	151,0	95,5	-26,9	-15,1%	-55,5	-36,7%
Echanges (Algérie-Espagne)	406,3	891,0	1 454,6	485	119,3%	564	63,3%
Energies renouvelables	1 725	1 747	2 494	22	1,3%	747	42,8%
Consommation des auxiliaires	-21,0	-21,0	-22,9	0,0	-0,2%	-1,9	8,9%
Ventes ONE (en GWh)	18 814	19 587	19 544	772,5	4,1%	-43	-0,2%
THU, HU et MT dont :	14 006	14 693	14 645	686	4,9%	-48	-0,3%
Régies	7 978	8 206	8 422	228	2,9%	216	2,6%
Autres abonnés	6 028	6 487	6 223	459	7,6%	-263	-4,1%
Basse tension	4 808	4 894	4 899	86	1,8%	4	0,1%

An 10 : INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE, ENERGETIQUE ET MINIERE - Source : HCP -

Base 100 = 2015	T1			2023/22	2024/23
	2022	2023	2024		
Industries extractives	118,7	90,0	115,7	-24,2%	28,6%
Extraction de minerais métalliques	104,7	103,3	103,5	-1,3%	0,2%
Autres industries extractives	119,4	89,3	119,4	-25,2%	33,7%
Industries manufacturières hors raffinage de pétrole	112,1	114,2	116,5	1,9%	2,0%
Industries alimentaires	132,4	133,3	136,8	0,7%	2,6%
Fabrication de boissons	81,2	85,0	82,1	4,7%	-3,4%
Fabrication de produits à base de tabac	92,8	87,2	62,3	-6,0%	-28,6%
Fabrication de textiles	102,9	94,9	89,8	-7,8%	-5,4%
Industrie d'habillement	105,8	108,8	99,7	2,8%	-8,4%
Industrie du cuir et de la chaussure (à l'exception de l'habillement en cuir)	76,5	72,0	67,0	-5,9%	-6,9%
Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège	84,5	76,7	74,3	-9,2%	-3,1%
Industrie du papier et du carton	142,1	138,0	147,8	-2,9%	7,1%
Imprimerie et reproduction d'enregistrements	132,6	130,0	123,9	-2,0%	-4,7%
Industrie chimique	135,5	126,7	143,4	-6,5%	13,2%
Industrie pharmaceutique	142,7	143,1	153,5	0,3%	7,3%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	123,7	125,1	121,0	1,1%	-3,3%
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	99,0	96,3	97,7	-2,7%	1,5%
Métallurgie	82,2	75,0	78,1	-8,8%	4,1%
Fabrication de prod. métalliques (à l'exclusion machines et équipements)	88,6	106,4	94,0	20,1%	-11,7%
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	72,8	76,4	100,3	4,9%	31,3%
Fabrication d'équipements électriques	99,0	122,1	113,1	23,3%	-7,4%
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	88,3	81,9	78,4	-7,2%	-4,3%
Industrie automobile	100,7	128,8	140,6	27,9%	9,2%
Fabrication d'autres matériels de transport	160,8	219,0	221,6	36,2%	1,2%
Fabrication de meubles	75,1	76,0	79,4	1,2%	4,5%
Autres industries manufacturés	79,3	84,5	83,6	6,6%	-1,1%
Réparation et installation de machines et équipements	85,9	83,6	87,0	-2,7%	4,1%
Production et distribution d'électricité	126,5	123,5	127,5	-2,4%	3,2%

An 11 : ARRIVEES ET NUTEES TOURISTIQUES - Source : Ministère du Tourisme -

	Mai 22	Mai 23	Mai 24	Mai 23/22	Mai 24/23
Arrivées par pays	2 254 000	5 165 597	5 937 939	129,2%	15,0%
Touristes étrangers	-	2 868 690	3 349 279	-	16,8%
MRE	-	2 296 907	2 588 660	-	12,7%
Nombre de nuitées	4 633 903	9 641 039	10 437 608	108,1%	8,3%
Non-résidents, dont :	-	6 800 000	7 700 000	-	13,2%
Résidents	-	2 800 000	2 800 000	-	0,0%
Taux d'occupation	-	46,0%	47,0%	-	1 point

An 12 : CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR (hors TVA des collectivités locales) - Source : DTFE -

	Juil 22	Juil 23	Juil 24	2023/22		2024/23		LF 2024 (2)	(1)/(2) en %
				M.DH	%	M.DH	%		
RECETTES ORDINAIRES	172 243	182 326	198 106	10 083	5,9%	15 780	8,7%	339 499	58,4%
RECETTES ORDINAIRES HORS PRIVATISATION	172 243	182 326	196 406	10 083	5,9%	14 080	7,7%	334 499	58,7%
Recettes fiscales	149 621	156 058	174 107	6 437	4,3%	18 049	11,6%	270 797	64,3%
Impôts directs, dont	67 835	70 417	79 550	2 582	3,8%	9 133	13,0%	116 942	68,0%
Impôt sur les sociétés	36 959	37 128	42 153	169	0,5%	5 025	13,5%	59 918	70,4%
Impôt sur le revenu	29 464	31 304	35 034	1 840	6,2%	3 730	11,9%	52 739	66,4%
Impôts indirects	62 627	64 087	71 221	1 460	2,3%	7 134	11,1%	118 851	59,9%
T.V.A	45 010	46 150	51 593	1 140	2,5%	5 443	11,8%	86 911	59,4%
Intérieure	13 110	15 548	18 244	2 438	18,6%	2 696	17,3%	29 403	
Importation	31 900	30 602	33 349	-1 298	-4,1%	2 747	9,0%	57 508	
T.I.C	17 617	17 937	19 628	320	1,8%	1 691	9,4%	31 940	61,5%
Tabacs	6 774	7 120	7 507	346	5,1%	387	5,4%	12 500	
Produits énergétiques	9 448	9 276	10 268	-172	-1,8%	992	10,7%	16 640	
Droits de douane	8 012	8 959	10 552	947	11,8%	1 593	17,8%	15 728	67,1%
Enregistrement et timbre	11 147	12 595	12 784	1 448	13,0%	189	1,5%	19 276	66,3%
Recettes non fiscales	20 514	23 972	21 369	3 458	16,9%	-2 603	-10,9%	65 253	32,7%
Recettes non fiscales Hors privatisation	20 514	23 972	21 369	3 458	16,9%	-2 603	-10,9%	60 253	35,5%
Monopoles et exploitation	6 037	7 743	5 124	1 706	28,3%	-2 619	-33,8%	19 480	26,3%
Autres recettes	14 477	16 229	14 545	1 752	12,1%	-1 684	-10,4%	40 773	35,7%
Cession de participations de l'Etat	0	0	1 700	0				5 000	
Recettes de certains comptes spéciaux	2 108	2 296	2 630	188	8,9%	334	14,5%	3 450	76,2%
Fonds spécial des prix	215	210	245	-5		35	17%	600	40,8%
Fonds spécial routier	1 893	2 086	2 385	193	10,2%	299	14,3%	2 850	83,7%
DEPENSES TOTALES (y compris SEGMA et solde des CST)	197 743	211 611	238 214	13 868	7,0%	26 603	12,6%	401 462	59,3%
Dépenses ordinaires	147 093	148 368	154 519	1 275	0,9%	6 151	4,1%	307 031	50,3%
Biens et services	126 209	132 297	149 945	6 088	4,8%	17 648	13,3%	252 845	59,3%
Personnel	86 139	88 712	93 324	2 573	3,0%	4 612	5,2%	161 623	57,7%
Autres Biens et services	40 070	43 585	56 621	3 515	8,8%	13 036	29,9%	91 221	62,1%
Dette publique	20 346	22 259	22 366	1 913	9,4%	107	0,5%	37 229	60,1%
Intérieure	17 641	17 973	16 110	332	1,9%	-1 863	-10,4%	26 975	59,7%
Extérieure	2 705	4 286	6 256	1 581	58,4%	1 970	46,0%	10 254	61,0%
Compensation	26 309	17 842	16 402	-8 467	-32,2%	-1 440	-8,1%	16 957	96,7%
SOLDE ORDINAIRE	-621	9 928	9 393	10 549	- 1698,7%	-535	-5%	32 469	28,9%
Dépenses de capital	44 105	53 598	57 288	9 493	21,5%	3 690	6,9%	100 431	57,0%
dont fonds spécial routier	1 487	1 501	1 370					2 850	
Solde net des autres comptes spéciaux	19 226	14 385	7 786					6 000	
DEFICIT / EXCEDENT GLOBAL	-25 500	-29 285	-40 108					-61 962	
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-6 342	-2 957	-7 216					0	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-31 842	-32 242	-47 324					-61 962	
Financement intérieur	18 101	-467	42 635	-18 568	-103	43 101	-9 232	10 831	
Financement extérieur	1 057	32 708	4 689	31 651	2 994	-28 019	-86	51 131	

An 13 : ENDETTEMENT INTERIEUR DU TRESOR (En M.DH) - Source : DTFE –

M A T U R I T E	Déc 23	Janvier à fin Juillet 24		Juillet 24	Flux
		Souscriptions	Remboursements		
LONG TERME	476 341	83 716	20 493	539 564	63 223
Adjudications (long terme)	440 691	73 371	17 889	496 173	55 482
30 ans Adjudications	43 537	23 600	0	67 137	23 600
20 ans Adjudications	89 422	13 127	4 921	97 628	8 206
15 ans Adjudications	154 900	14 461	0	169 362	14 461
10 ans Réserve d'investissement	212	0	0	212	0
10 ans Adjudications	152 832	22 183	12 969	162 046	9 214
10 ans Emprunts Conventionnels	0	0	0	0	0
MOYEN TERME	130 793	12 766	10 029	133 530	2 738
Adjudications (moyen terme)	130 793	12 766	10 029	133 530	2 738
5 ans Adjudications	120 393	17 995	19 763	118 625	-1 768
5 ans révisables	10 400	0	0	10 400	0
COURT TERME	147 806	38 013	52 010	133 809	-14 093
Adjudications (court terme)	127 899	35 513	43 800	119 612	-8 287
TCT	0	0	0	0	0
13 semaines Adjudications	407	3 903	1 407	2 903	2 496
26 semaines Adjudications	2 079	1 109	2 229	959	-1 121
52 semaines Adjudications	30 609	3 348	15 831	18 127	-12 483
1 an activité socio-économique	0	0	0	0	0
2 ans Adjudications	85 043	27 153	24 334	87 863	2 820
2 ans révisables	9 760	0	0	9 760	0
Autres	19 907	2 500	8 210	14 197	-5 805
DETTE AMORTISSABLE	35 438	10 345	2 604	43 180	7 742
T O T A L	763 046	134 496	82 532	811 207	48 066

An 14 : ENDETTEMENT EXTERIEUR DU TRESOR (En M.DH) - Source : DTFE –

	Juillet 22	Juillet 23	Juillet 24	Juillet 23 /22		Juillet 24 /23	
				M.DH	%	M.DH	%
SERVICE	8 300	10 400	22 900	2 100	25,3%	12 500	120,2%
AMORTISSEMENTS	5 600	6 100	16 600	500	8,9%	10 500	172,1%
INTERETS	2 700	4 300	6 300	1 600	59,3%	2 000	46,5%
TIRAGES	6 700	38 800	21 300	32 100	479,1%	-17 500	-45%

An 15 : MASSE MONÉTAIRE ET SES CONTREPARTIES - Source : Bank Al-Maghrib -

En Millions de DH AID : Autres Institutions de Dépôts	Jun 23	Déc 23	Jun 24	Jun 23/Déc 22	Jun 24/23	Jun 24/Déc 23			
CONTREPARTIES DE M3									
Créances sur l'économie	1 283 237	1 325 268	1 332 842	23 731	1,9%	49 605	3,9%	7 574	0,6%
Créances de BAM	1 393	1 193	1 248	352	33,8%	-145	-10,4%	55	4,6%
Créances des AID	1 281 844	1 324 075	1 331 594	23 379	1,9%	49 750	3,9%	7 519	0,6%
Créances nettes sur l'Administration centrale	336 005	317 560	356 634	2 882	0,9%	20 629	6,1%	39 074	12,3%
Créances nettes de BAM	26 504	10 217	12 414	25 463	2446,0%	-14 090	-53,2%	2 197	21,5%
Créances nettes des AID	309 501	307 342	344 218	-948 964	-75,4%	34 717	11,2%	36 876	12,0%
Créances nettes des ID sur les non-résidents	327 340	351 585	381 034	9741	3,1%	53 694	16,4%	29 449	8,4%
Avoirs officiels de réserve	346 163	359 412	366 148	8518	2,5%	19 985	5,8%	6 736	1,9%
Ressources à caractère non monétaire	266 510	285 017	299 467	-13 108	-4,7%	32 957	12,4%	14 450	5,1%
Capital et réserves des ID	178 937	196 416	198 327	-8 390	-4,5%	19 390	10,8%	1 911	1,0%
BAM	10 989	21 227	19 302	-10 042	-47,7%	8 313	75,6%	-1 925	-9,1%
AID	167 948	175 189	179 025	1 652	1,0%	11 077	6,6%	3 836	2,2%
Engagements non monétaires des ID	87 573	88 601	101 140	-4 718	-5,1%	13 567	15,5%	12 539	14,2%
Dépôts exclus de M3	12 872	13 841	17 056	-168	-1,3%	4 184	32,5%	3 215	23,2%
Crédits	34 757	37 434	41 103	-3 199	-8,4%	6 346	18,3%	3 669	9,8%
Titres autres qu'actions exclus de M3	39 611	36 762	42 285	-1 343	-3,3%	2 674	6,8%	5 523	15,0%
Autres ressources	333	564	696	-8	-2,3%	363	109,0%	132	23,4%
Autres contreparties de M3	51 423	41 393	41 286	-3 030	-5,6%	-10 137	-19,7%	-107	-0,3%
TOTAL DES CONTREPARTIES	1 731 495	1 750 789	1 812 329	46 432	2,8%	80 834	4,7%	61 540	3,5%
AGREGATS DE MONNAIE									
Circulation fiduciaire	387 753	393 452	420 279	33 020	9,3%	32 526	8,4%	26 827	6,8%
Billets et monnaies mis en circulation par BAM	409 385	412 752	438 660	36 599	9,8%	29 275	7,2%	25 908	6,3%
Encaisses des banques (à déduire)	21 632	19 300	18 381	3 579	19,8%	-3 251	-15,0%	-919	-4,8%
Monnaie scripturale	863 011	892 423	920 329	21 404	2,5%	57 318	6,6%	27 906	3,1%
Dépôts à vue auprès de la banque centrale	4 388	2 297	3 484	1 131	34,7%	-904	-20,6%	1 187	51,7%
Dépôts à vue auprès des banques	780 801	812 304	839 023	20 273	2,7%	58 222	7,5%	26 719	3,3%
Dépôts à vue auprès du Trésor	77 822	77 822	77 822	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
M1	1 250 764	1 285 875	1 340 608	54 424	4,5%	89 844	7,2%	54 733	4,3%
Placements à vue	180 324	182 544	186 945	1 047	0,6%	6 621	3,7%	4 401	2,4%
Comptes d'épargne auprès des banques	180 324	182 544	186 945	1 047	0,6%	6 621	3,7%	4 401	2,4%
M2	1 431 088	1 468 419	1 527 553	55 471	4,0%	96 465	6,7%	59 134	4,0%
Autres actifs Monétaires	300 408	282 369	284 777	-9 039	-2,9%	-15 631	-5,2%	2 408	0,9%
M3	1 731 496	1 750 788	1 812 330	46 432	2,8%	80 834	4,7%	61 542	3,5%

An 16 : Créances sur l'économie - Source : Bank Al-Maghrib-

En Millions de DH	Jun 23	Déc 23	Jun 24	Jun 23/Déc 22	Jun 24/23	Jun 24/Déc 23			
Créances des ID par objet économique	1 283 237	1 325 268	1 332 842	23 731	1,9%	49 605	3,9	7 574	0,6%
Créances des AID	1 281 844	1 324 075	1 331 594	23 379	1,9%	49 750	3,9	7 519	0,6%
Crédits des AID	1 084 953	1 119 674	1 115 548	16 250	1,5%	30 595	2,8	-4 126	-0,4%
Crédits bancaires	1 076 294	1 114 914	1 110 500	17 260	1,6%	34 206	3,2	-4 414	-0,4%
Comptes débiteurs et crédits de trésorerie	256 578	261 139	251 329	-7 456	-2,8%	-5 248	-2,0	-9 810	-3,8%
Crédits à l'équipement	187 252	197 848	208 934	7 546	4,2%	21 682	11,6	11 086	5,6%
Crédits immobiliers	303 130	302 893	306 619	3 101	1,0%	3 489	1,2	3 726	1,2%
Crédits à l'habitat	242 183	244 135	245 430	-57 846	-19,3%	3 247	1,3	1 295	0,5%
Crédits aux promoteurs immobiliers	53 814	53 230	55 390	-1 135	-2,1%	1 577	2,9	2 160	4,1%
Crédits à la consommation	58 169	57 754	58 482	695	1,2%	313	0,5	728	1,3%
Créances diverses sur la clientèle	178 848	201 221	189 666	9 891	5,9%	10 818	6,0	-11 555	-5,7%
Crédits à caractère financier	152 165	168 464	161 923	4 937	3,4%	9 758	6,4	-6 541	-3,9%
Autres crédits	26 660	32 722	27 715	4 978	23,0%	1 055	4,0	-5 007	-15,3%
Créances en souffrance	92 316	94 059	95 468	3 482	3,9%	3 152	3,4	1 409	1,5%
Titres	158 031	165 425	176 620	7 103	4,7%	18 590	11,8	11 195	6,8%
Titres autres qu'actions	39 501	37 129	39 943	6 334	19,1%	442	1,1	2 814	7,6%
Actions et autres titres de participation	118 529	128 296	136 677	768	0,7%	18 148	15,3	8 381	6,5%
Autres	38 861	38 976	39 426	27	0,1%	565	1,5	450	1,2%
Créances de BAM	1 393	1 193	1 248	352	33,8%	-145	-10,4	55	4,6%
Crédits	757	749	752	-21	-2,6%	-5	-0,7	3	0,5%

An 17 : TAUX SUR LES MARCHÉS MONÉTAIRE ET FINANCIER - Source : Bank Al-Maghrib et DTFE –

	Jun 23	Déc 23	Jun 24	Jun 24/23	Jun 24/ Déc 23
Taux de dépôts à 6 mois	2,40	2,60	2,67	0,27	0,07
Taux de dépôts à 12 mois	2,85	3,05	2,74	-0,11	-0,31
Taux des comptes sur carnet	1,51	2,98	0,00	-1,51	-2,98
Taux débiteurs					
Taux maximum des intérêts conventionnels	12,94	12,94	13,27	0,33	0,33
Taux interbancaire	3,00	2,89	2,96	-0,04	0,07
Taux intervention de BAM					
Taux des avances à 7j	3,00	3,00	2,75	-0,25	-0,25
Taux des avances à 24h	4,00	4,00	3,75	-0,25	-0,25
Taux adjudications (TMP)	Juillet 23	Déc 23	Juillet 24	Juillet 23/Déc22	Juillet 24/ Déc 23
13 Sem.	3,00	2,88	2,69	-12	-19
26 Sem.	3,10	2,98	2,75	-12	-23
52 Sem.	3,3	3,08	2,79	-22	- 29
2 Ans	3,5	3,30	2,91	-20	-39
5 Ans	3,8	3,57	3,23	-23	-34
10 Ans	4,2	4,04	3,57	-16	-47
15 Ans	4,7	4,35	3,83	-35	-52
20 Ans	5,0	4,76	4,08	-24	-68
30 Ans	5,4	5,25	4,67	-15	-58

An 18 : ÉCHANGES SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE - Source : Bank Al-Maghrib –

Jun 24	Interventions de BAM					Marché Interbancaire		
	Avances à 7 jours	Avances à 24 H	Prêts garantis	Pension livrée	Swap de change	Encours	Volume	TMP
1	37 410	0	33 183	51 229	0	7 725	-	3,00%
2	37 410	0	33 183	51 229	0	7 725	-	3,00%
3	37 410	0	33 183	51 229	0	8 640	2 960	3,00%
4	37 410	0	33 183	51 229	0	8 295	2 395	3,00%
5	37 410	0	33 183	51 229	0	8 353	2 273	3,00%
6	42 640	0	33 183	51 229	0	8 147	1 417	3,00%
7	42 640	0	33 183	51 229	0	10 682	3 802	3,00%
8	42 640	0	33 183	51 229	0	10 682	-	3,00%
9	42 640	0	33 183	51 229	0	10 682	-	3,00%
10	42 640	0	33 183	51 229	0	10 725	3 845	3,00%
11	42 640	0	33 183	51 229	0	10 305	3 545	3,00%
12	42 640	0	33 183	51 229	0	10 685	3 945	3,00%
13	61 320	0	33 183	51 229	0	8 640	2 185	3,00%
14	61 320	0	33 183	51 229	0	9 225	2 770	3,00%
15	61 320	0	33 183	51 229	0	9 225	-	3,00%
16	61 320	0	33 183	51 229	0	9 225	-	3,00%
17	61 320	0	33 183	51 229	0	9 225	-	3,00%
18	61 320	0	33 183	51 229	0	9 225	-	3,00%
19	61 320	0	33 183	51 229	0	9 185	3 330	3,00%
20	60 850	0	33 183	51 229	0	9 320	2 760	3,00%
21	60 850	0	33 183	51 229	0	9 452	2 892	3,00%
22	60 850	0	33 183	51 229	0	9 452	-	3,00%
23	60 850	0	33 183	51 229	0	9 452	-	3,00%
24	60 850	0	33 183	51 229	0	9 648	3 348	3,00%
25	60 850	0	33 183	51 229	0	10 107	3 807	3,00%
26	60 850	0	33 183	51 229	0	9 054	2 754	2,76%
27	52 880	0	31 272	53 140	0	10 229	4 994	2,75%
28	52 880	0	31 272	53 140	0	11 595	5 910	2,75%
29	52 880	0	31 272	53 140	0	11 595	-	2,75%
30	52 880	0	31 272	53 140	0	11 595	-	2,75%
MOY du mois	51 741	0	32 928	51 484	0	9 603	3 274	2,96%

An 19 : BOURSE DES VALEURS DE CASABLANCA - Source : Bourse de Casablanca –

	Juil 23	Déc 23	Juil 24	Juil 24/23	
				M.DH	%
VOLUME DES TRANSACTIONS	26 550	64 446	46 967	20 417	76,9
Marché central	16 109	33 430	32 412	16 303	101,2
Actions	16 051	33 372	32 282	16 231	101
Obligations	58	58	130	72	123
Marché de blocs	1 363	20 206	8 779	7 416	544,0
Actions	1 301	20 092	8 751	7 450	573
Obligations	62	114	28	-34	-55
Introductions					
Actions					
Obligations					
Augmentation de Capital	56	56	4 247	4 192	7 548,8
Offre publique	2	2	1 300	1 298	52 622
Transferts	293	430	202	-92	-31,2
Apports de titres	8 726	10 322	26	-8 700	-99,7
CAPITALISATION BOURSIERE	625 476	626 078	724 850	99 374	15,9
<i>Banques</i>	214 256	224 557	260 443	46 187	21,6
<i>Sociétés Financières</i>	8 803	8 710	10 829	2 026	23,0
Sociétés de financement	5 830	5 560	6 143	313	5,4
Sociétés de portefeuilles-Holding	2 974	3 150	4 686	1 713	57,6
<i>Industrie</i>	228 158	223 341	268 554	40 396	17,7
Agroalimentaire	32 784	31 288	31 556	-1 228	-3,7
Bâtiments et matériaux de construction	72 940	79 957	91 017	18 077	24,8
Boissons	11 088	9 058	10 115	-973	-8,8
Chimie	1 600	1 363	1 408	-192	-12,0
Emballage					
Equipement électro et électrique					
Sylviculture et papier	127	98	92	-35	-27,9
Ingénierie&Biens d'Equipt industriels	114	106	110	-3	-2,8
Industrie pharmaceutique	9 396	7 847	7 740	-1 656	-17,6
<i>Télécommunications</i>	96 349	87 910	79 646	-16 703	-17,3
<i>Assurances</i>	28 349	29 480	32 522	4 173	14,7
<i>Distributeurs</i>	20 704	19 294	19 999	-706	-3,4
<i>Technologie de l'information</i>	7 286	7 621	6 934	-352	-4,8
<i>Autres services</i>	21 571	25 166	45 924	24 353	112,9
MASI	12 083	12 093	13 984	1 901,0	15,7
MASI 20	983	989,84	1 135	152,1	15,5

An 20 : BALANCE DES BIENS ET SERVICES - Source : Office des Changes -

	Jun 22	Jun 23	Jun 24	Jun 23/22		Jun 24/23	
TOTAL DES IMPORTATIONS	365 444	358 576	365 877	-6 868	-1,9%	7 302	2,0%
Alimentation boissons et tabacs	46 042	45 699	45 289	-343	-0,7%	-409	-0,9%
Blé	13 367	10 496	9 472	-2 871	-21,5%	-1 024	-9,8%
Energie et lubrifiants	71 513	60 588	57 435	-10 925	-15,3%	-3 152	-5,2%
Produits bruts	24 260	18 033	16 358	-6 227	-25,7%	-1 675	-9,3%
Demi-produits	86 663	75 224	79 820	-11 439	-13,2%	4 596	6,1%
Produits finis	136 897	158 759	166 632	21 862	16,0%	7 872	5,0%
Biens d'équipement	66 753	79 863	85 268	13 110	19,6%	5 406	6,8%
Biens de consommation	70 145	78 897	81 363	8 752	12,5%	2 466	3,1%
TOTAL DES EXPORTATIONS	178 529	183 702	191 731	5 173	2,9%	8 029	4,4%
Alimentation boissons et tabacs	217 127	219 758	226 439	2 632	1,2%	6 680	3,0%
Energie et lubrifiants	43 384	44 355	43 006	971	2,2%	-1 349	-3,0%
Produits bruts	1 992	2 209	2 016	217	10,9%	-193	-8,8%
Phosphates	16 062	10 894	11 104	-5 168	-32,2%	210	1,9%
Demi-produits	6 276	3 174	4 175	-3 102	-49,4%	1 002	31,6%
Dérivés de phosphates	61 550	45 680	48 120	-15 870	-25,8%	2 440	5,3%
Produits finis	50 302	32 701	34 394	-17 602	-35,0%	1 694	5,2%
TOTAL DES ECHANGES (M.DH)	582 571	578 334	592 316	-4 237	-0,7%	13 982	2,4%
SOLDE COMMERCIAL	-148 317	-138 817	-139 439	9 500	-6,4%	-621	0,4%
TAUX DE COUVERTURE	59,4	61,3	61,9	1,9		0,6	
RECETTES VOYAGES	27 298	47 914	49 017	20 616	75,5%	1 103	2,3%
TRANSFERTS M.R.E.	47 043	55 697	56 727	8 654	18,4%	1 030	1,8%
RECETTES DES IDE	21 565	17 112	18 586	-4 453	-20,6%	1 474	8,6%

An 21 : INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION - Source : HCP -

Groupes	Juil 22	Juil 23	Juil 24	Var moy. Jan- Juil		
				2022/21	2023/22	2024/23
PRODUITS ALIMENTAIRES	115,1	128,6	129,2	8,5%	15,5%	0,6%
1 Produits alimentaires et boissons	114,5	128,3	128,7	8,7%	15,9%	0,5%
2 Boissons alcoolisées et Tabac	129,8	136,8	140,1	3,5%	5,3%	2,4%
PRODUITS NON ALIMENTAIRES	109,6	110,0	112,0	3,7%	2,0%	1,4%
3 Articles d'habillement et chaussures	110,0	114,0	116,1	4,2%	4,3%	2,3%
4 Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	103,7	104,7	108,7	1,1%	1,0%	1,9%
5 Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	108,0	111,4	112,1	4,1%	4,8%	1,2%
6 Santé	101,9	102,4	101,2	0,1%	0,3%	-1,2%
7 Transport	126,2	117,4	120,4	11,8%	0,8%	1,4%
8 Communications	104,0	104,2	104,1	0,2%	0,3%	-0,2%
9 Loisirs et culture	105,4	105,7	105,6	3,3%	2,6%	-0,4%
10 Enseignement	111,7	116,7	119,1	1,3%	4,4%	2,1%
11 Restaurants et hôtels	108,0	114,3	117,8	1,6%	6,0%	3,5%
12 Biens et services divers	110,1	112,8	115,2	4,1%	2,4%	2,1%
INDICE GENERAL	111,8	117,3	118,8	5,5%	7,4%	1,0%

An 22 : INDICE DES PRIX A LA PRODUCTION PAR SECTIONS - Source : HCP -

(Base 100 = 2010)	Juin22	Juin 23	Juin24	Var moy. Jan- Juin		
				2021/22	2022/23	2023/24
Industries extractives	100,2	100,4	100,3	0,1%	0,3%	-0,1%
Extraction d'Hydrocarbures	100,0	100,0	100,0	0,0%	0,0%	0,0%
Extraction de Minerais Métalliques	100,0	100,0	100,0	0,0%	0,0%	0,0%
Autres Industries Extractives	100,1	100,4	100,4	0,1%	0,3%	0,0%
Industries manufacturières hors raffinage de pétrole	118,0	118,6	117,3	14,7%	2,4%	-0,8%
Industries alimentaires	125,5	126,8	124,8	13,6%	5,9%	-1,2%
Fabrication de Boissons	105,3	105,4	112,2	3,2%	1,0%	4,0%
Fabrication de produits à base de tabac	107,7	116,7	118,2	6,2%	9,6%	1,3%
Fabrication de textiles	112,8	115,5	115,8	5,5%	5,0%	0,0%
Industrie d'habillement	105,7	111,7	117,4	1,6%	4,7%	5,7%
Industrie de cuir et de la chaussure	105,7	106,5	106,6	1,9%	4,1%	0,2%
Travail du bois et fabrication d'articles en bois	117,7	118,3	118,2	10,1%	5,0%	0,7%
Industrie du papier et du carton	104,2	109,1	109,1	0,3%	6,1%	0,0%
Imprimerie et reproduction d'enregistrement	100,1	100,4	100,4	0,2%	1,1%	0,0%
Industrie chimique	143,1	138,9	133,2	49,6%	-1,7%	-3,9%
Industrie pharmaceutique	99,1	99,1	99,1	-0,7%	-0,1%	0,0%
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	101,6	101,1	95,5	1,5%	1,4%	-4,0%
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	104,2	110,4	109,4	2,8%	5,1%	1,8%
Métallurgie	132,9	122,0	118,7	27,6%	-4,0%	-4,0%
Fabrication de produits métalliques	102,9	103,3	103,9	3,8%	1,0%	0,6%
Fabrication de produits informatique	102,4	102,6	102,8	1,5%	0,3%	0,1%
Fabrication d'équipements électriques	113,4	115,0	115,3	9,6%	2,0%	0,4%
Fabrication de machines et équipements n.c.a	100,6	102,0	102,3	0,2%	2,5%	-0,4%
Industrie automobile	104,0	106,5	107,3	2,5%	3,2%	0,4%
Fabrication d'autres matériels de transport	100,0	100,0	100,0	0,0%	0,0%	0,0%
fabrication de meubles	104,5	105,8	105,8	2,9%	2,6%	0,3%
Autres industries manufacturés	116,8	129,4	134,0	0,4%	9,1%	4,1%
Production et Distribution d'Electricité	100,0	100,0	100,0	0,0%	0,0%	0,0%
Production et Distribution d'Electricité	100,0	100,0	100,0	0,0%	0,0%	0,0%
Production et Distribution d'Eau	100,0	100,0	100,0	0,0%	0,0%	0,0%